

LE TAUX D'AVANCEMENT DU PROJET A ATTEINT 90 %

La Route transsaharienne, un corridor économique africain

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a réaffirmé, hier à Alger, l'engagement de l'Algérie à poursuivre son soutien au projet de la Route transsaharienne et à accélérer sa transformation en un véritable corridor économique continental au service de l'intégration africaine et du développement des échanges commerciaux.. P 3



SAIDAL S'ASSOCIE À
L'ALLEMAND BOEHRINGER
INGELHEIM

**Un traitement
innovant bientôt
fabriqué en Algérie**

Le Groupe industriel Saidal a signé, hier à Alger, un accord de coopération avec la société allemande Boehringer Ingelheim, pour la fabrication et la production d'un traitement innovant contre la fibrose pulmonaire idiopathique (FPI) en Algérie.

P 2

LE PREMIER MINISTRE
DONNE LE COUP D'ENVOI
DEPUIS N'DJAMENA

**L'Algérie réalisera
une centrale
électrique au Tchad**

Après l'inauguration, la semaine dernière, de la centrale électrique de solidarité de Gorou Banda à Niamey, au Niger, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, s'est rendu, hier à N'Djamena, au Tchad, où il a procédé, aux côtés de son homologue tchadien, Al-lamaye Halina, au lancement officiel des travaux de réalisation d'une centrale électrique de 40 mégawatts.

P 3

CONTRIBUTION

**Deux mondes, un
destin : L'Afrique à
l'ère de l'intelligence
artificielle**

Les principales données statistiques disponibles et les références bibliographiques, académiques ou institutionnelles exploitées, sont tirées des rapports de la Banque mondiale, du FMI, de la CNUCED et accessoirement de Brookings PwC. Quelques autres lectures découvertes sur le tas sont citées également.

P 4

1ER SALON NATIONAL DE L'INDUSTRIE DES
COSMÉTIQUES ET DES SOINS

**Plus de 60 exposants attendus
du 18 au 20 juin à Annaba** P 2

CONSEIL DES MINISTRES

**Les instructions
du Président Tebboune** P 4

DÉPLOIEMENT DE SONELGAZ
INTERNATIONAL

**L'expertise algérienne
au service de l'Afrique** P 3

ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

**Des étudiants,
lauréats des
grands prix du
concours «
Huawei» en
Chine, honorés**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, dimanche à Alger, une cérémonie de distinction en l'honneur des étudiants lauréats des grands prix lors des finales mondiales du concours "Huawei" dans le domaine de la technologie de l'information et de la communication, organisé dans la ville chinoise de Shenzhen.

Dans son allocution à l'occasion, M. Baddari a salué cet exploit scientifique ainsi que "cette excellence sans précédent réalisée par les étudiants algériens", en décrochant les trois grands prix, soit les plus hautes distinctions du concours mondial de "Huawei" (2025-2026), précisant que les étudiants algériens occupent les premières places mondiales dans trois catégories stratégiques, et ce, après "une rude concurrence entre plus de 220 000 participants ayant représenté 2000 établissements universitaires de 100 pays".

Pour le ministre, ce succès reflète le haut niveau atteint par l'université algérienne à l'ère de l'Algérie nouvelle victorieuse qui valorise "les compétences scientifiques et de recherche", rappelant, à ce titre, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a félicité les étudiants lauréats pour avoir honoré l'Algérie.

R. E.

SAIDAL S'ASSOCIE À L'ALLEMAND BOEHRINGER INGELHEIM

Un traitement innovant bientôt fabriqué en Algérie

Le Groupe industriel Sidal a signé, hier à Alger, un accord de coopération avec la société allemande Boehringer Ingelheim, pour la fabrication et la production d'un traitement innovant contre la fibrose pulmonaire idiopathique (FPI) en Algérie.

Par Zahir R.

La cérémonie de signature s'est tenue au niveau de l'unité de production du Groupe Sidal à El Harrach, en présence du Ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr. Ouacim Koudri, et de l'Ambassadeur d'Allemagne en Algérie, M. Georg Felsheim. L'accord a été signé par le Professeur Mourad Belkhef, Directeur général de Sidal, et M. Derek O'Leary, Directeur général de Boehringer Ingelheim pour la région Inde, Moyen-Orient et Afrique, en présence de représentants des deux parties et de plusieurs cadres et responsables.

En effet, cette initiative vise à renforcer la souveraineté sanitaire nationale, à développer l'industrie pharmaceutique locale, et à améliorer l'accès aux traitements avancés pour les patients algériens, en particulier pour les maladies rares et complexes. Il s'agit d'une première nationale dans le domaine de la fabrication de médicaments innovants pour les maladies rares, contribuant à en assurer la disponibilité et l'accès pour les patients. La production sera réalisée dans les installations de l'unité d'El Harrach, équipées des technologies les plus avancées, avec un transfert de savoir-faire

et d'expertise internationale, tout en renforçant les compétences nationales. Cet accord s'inscrit dans une vision stratégique visant à étendre les partenariats futurs dans les domaines de la recherche et du développement, ainsi que dans la production de médicaments innovants à forte valeur thérapeutique.

Pour le management de Sidal, cette signature valide les choix technologiques du groupe. Le Pr Mourad Belkhef a souligné que cet accord s'inscrit en droite ligne avec l'ambition de l'entreprise publique de « soutenir la localisation de la fabrication et de la production de médicaments innovants, et de renforcer les capacités nationales [...] contribuant ainsi à la réalisation de la sécurité sanitaire ».

**Réduction des importations
et transfert de savoir-faire**

Ce partenariat public-privé international s'intègre rigoureusement dans la stratégie industrielle tracée par les plus hautes autorités de l'État algérien. L'objectif principal est double : réduire la dépendance du pays vis-à-vis des marchés extérieurs pour les thérapies de spécialité et opérer un saut

qualitatif grâce au transfert de compétences. De son côté, M. Derek O'Leary a réaffirmé la volonté de la firme allemande, installée en Algérie depuis 2012, d'accompagner durablement le pays dans cette transition. « Cet accord reflète notre engagement continu à soutenir la localisation des industries pharmaceutiques et biologiques en Algérie, et à accompagner ses efforts dans le développement d'une industrie pharmaceutique basée sur l'innovation », a-t-il souligné.

Loin d'être un projet isolé, cette collaboration entre le premier groupe pharmaceutique public algérien et Boehringer Ingelheim (fondé en 1885) pose les fondations d'un écosystème à forte valeur ajoutée. Les deux parties ont clairement affiché leur intention d'étendre à l'avenir ce partenariat vers les segments de la Recherche et Développement (R&D). En s'appuyant sur ses 3 550 salariés et ses structures de pointe, notamment son Centre de Recherche et son tout nouveau Centre de Bioéquivalence, Sidal confirme sa mutation profonde. Le groupe ne se contente plus de produire des médicaments génériques de masse, il se positionne désormais comme le pivot de la souveraineté thérapeutique et de l'intégration des biotechnologies en Algérie.

AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 6,777 MILLIARDS DE DA

Alliance Assurances affiche une croissance de 8,3 % en 2025

Par Z. R.

Alliance Assurances a confirmé la robustesse de son modèle de développement en enregistrant une croissance de 8,3 % de son chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2025, a annoncé la compagnie jeudi à Alger lors de la tenue de son Assemblée générale ordinaire (AGO). Réunie sous la présidence de M. Hassen Khelifati, Président du Conseil d'administration et Président-Directeur Général de la compagnie, l'AGO s'est déroulée en présence du quorum des actionnaires, des membres du Conseil d'administration, des commissaires aux comptes, ainsi que des représentants de la COSOB, de

la Bourse d'Alger, d'Algérie Clearing, des établissements bancaires et des cadres de l'entreprise. À cette occasion, l'ensemble des résolutions soumises au vote ont été adoptées à l'unanimité.

Sur le plan des performances, le chiffre d'affaires d'Alliance Assurances s'est établi à 6,777 milliards de DA en 2025, contre 6,258 milliards de DA en 2024, soit une progression de 8,3 %. Cette hausse consolide la dynamique commerciale continue de la compagnie, qui affiche un taux de croissance annuel moyen de 8,9 % sur la période 2021-2025. Cette performance a été particulièrement portée par la branche Automobile, qui a franchi pour la première fois le seuil histo-

rique des 5 milliards de DA. Le résultat net a emboîté le pas en enregistrant un bond de 16,2 %, atteignant 611,4 millions de DA, contre 526,2 millions de DA lors de l'exercice précédent. Fort de ces résultats, l'Assemblée générale a approuvé la distribution d'un dividende de 26 DA par action pour les 13 930 826 actions composant le capital social, ce qui représente un rendement net de 8,33 % par rapport au cours actuel du titre. Le versement interviendra au plus tard le 30 septembre 2026.

L'assureur coté en Bourse affiche par ailleurs des indicateurs de solvabilité d'une grande robustesse. Le taux de couverture de sa marge de solvabilité a atteint un niveau record de 512 %,

soit plus de cinq fois l'exigence minimale réglementaire.

Cette assise financière a été consolidée par l'augmentation de capital opérée en 2025, portant le capital social de l'entreprise à 5,294 milliards de DA, ainsi que par la hausse des provisions réglementées. Parallèlement, le retour sur fonds propres (ROE net) s'est amélioré pour s'établir à 10% en 2025, contre 9% en 2024. En parallèle à ses performances financières, Alliance Assurances poursuit la modernisation de son modèle opérationnel. L'entreprise accélère le déploiement de ses solutions digitales destinées à fluidifier la souscription, optimiser le suivi des contrats et piloter son réseau d'agences.

1^{ER} SALON NATIONAL DE L'INDUSTRIE DES COSMÉTIQUES ET DES SOINS

Plus de 60 exposants attendus du 18 au 20 juin à Annaba

La wilaya d'Annaba abritera du 18 au 20 juin 2026 la première édition du Salon national de l'industrie des cosmétiques et des soins, un événement économique dédié à la promotion de la production nationale et à l'encouragement de l'investissement dans ce secteur en pleine expansion, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Organisée par la société SOGEX à l'hôtel Sheraton d'Annaba, cette manifestation réunira plus de 60 entreprises et marques algériennes spécialisées dans les cosmé-

tiques, les soins de la peau, les soins capillaires et la parfumerie. Les laboratoires Swalis, considérés parmi les acteurs majeurs du secteur, participeront à cette première édition en qualité de sponsor officiel. Selon les organisateurs, ce rendez-vous professionnel se veut une plateforme de rencontre entre les différents intervenants de la filière de la beauté et du bien-être en Algérie. Il réunira notamment des fabricants, des distributeurs de produits cosmétiques, pharmaceutiques et parapharmaceutiques, des centres de beauté, des ex-

perts du secteur, ainsi que des investisseurs, des porteurs de projets et des start-up intéressés par cette activité. Le salon devrait attirer environ 5 000 visiteurs, parmi lesquels des professionnels, des distributeurs, des investisseurs, des commerçants et des centres de beauté, ce qui en fait un espace idéal pour le réseautage, l'échange d'expertises et l'exploration des opportunités de coopération et de partenariat. Cette manifestation vise également à mettre en valeur les capacités de production nationales dans le domaine des

cosmétiques et des soins, tout en favorisant l'innovation et le développement de nouveaux produits répondant aux attentes du marché local. Au-delà de son caractère commercial et promotionnel, cette première édition entend favoriser l'émergence de partenariats durables entre les différents acteurs de la filière, dans l'objectif de soutenir la production nationale, de réduire la dépendance aux importations et de consolider la place des marques algériennes sur un marché en constante croissance.

Synthèse Z. R.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE TAUX D'AVANCEMENT DU PROJET A ATTEINT 90 %

La Route transsaharienne, un corridor économique africain

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a réaffirmé, hier à Alger, l'engagement de l'Algérie à poursuivre son soutien au projet de la Route transsaharienne et à accélérer sa transformation en un véritable corridor économique continental au service de l'intégration africaine et du développement des échanges commerciaux.

Par Z. R.

S'exprimant à l'ouverture des travaux de la 77e session du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT), accueillie par l'Algérie, le ministre a souligné que cette infrastructure constitue bien plus qu'un simple axe de transport. Elle représente, a-t-il indiqué, un levier stratégique pour renforcer l'interconnexion entre les pays africains, stimuler les investissements et faciliter la circulation des personnes et des marchandises.

M. Djellaoui a rappelé que la Route transsaharienne, longue de près de 10 000 kilomètres, relie l'Algérie, la Tunisie, le Niger, le Nigeria, le Mali et le Tchad. Classé parmi les projets prioritaires du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), ce corridor constitue l'un des principaux instruments de l'intégration économique continentale. Selon le ministre, le taux d'avancement global du projet a atteint aujourd'hui 90 %, traduisant la volonté des États membres d'achever les sections restantes dans les meilleurs délais. Il a précisé que la prochaine étape portera sur le renforcement des mécanismes de gestion, de maintenance et d'exploitation afin de garantir la durabilité et l'efficacité de cette infrastructure stratégique. Le ministre a également insisté sur la nécessité de passer de la

phase de réalisation à celle de l'exploitation économique effective de la Route transsaharienne à travers la création de zones logistiques intégrées, le développement des investissements et l'intensification des échanges commerciaux intra-africains, conformément aux objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Dans ce contexte, il a mis en avant les efforts consentis par l'Algérie pour développer un système intégré d'infrastructures de soutien comprenant les réseaux routiers et ferroviaires, les télécommunications, les services logistiques et les infrastructures énergétiques.

M. Djellaoui a notamment souligné l'importance stratégique du projet de ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, appelé à compléter la Route transsaharienne et à renforcer la connexion entre les ports algériens et les marchés africains.

Ce projet s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider les liaisons entre le nord et le sud du continent à travers de grands projets structurants.

Il convient, en cette circonstance, de saluer le rôle pionnier de l'Algérie dans l'aboutissement de cette démarche. En effet, dira le ministre, « notre pays s'est engagé dans ce projet continental dès les premières années de son indépendance nationale. Suite au parachèvement de sa

construction, nous avons franchi une nouvelle étape d'une importance et d'un impact majeurs : la transformation de cet axe en une autoroute Nord-Sud sur une distance de 848 kilomètres, traversant les wilayas de Blida, Médéa, Djelfa, Laghouat, Ghardaïa et El Meniaa, avec la possibilité de la prolonger à l'avenir pour atteindre la wilaya de Tamanrasset ».

Le ministre a par ailleurs rappelé les efforts de coopération engagés avec plusieurs pays africains, notamment le Tchad et le Niger, afin d'accélérer la réalisation des tronçons restants de la Route transsaharienne et de renforcer les mécanismes d'intégration régionale. Il a également évoqué le projet de route reliant Tindouf à Zouerate, en Mauritanie, considéré comme un axe stratégique complémentaire ouvrant de nouvelles perspectives vers les marchés de l'Afrique de l'Ouest. Au terme de son intervention, M. Djellaoui a réaffirmé la détermination de l'Algérie à poursuivre son investissement dans les grands projets structurants à dimension africaine et à œuvrer au renforcement de la coopération continentale, estimant que la Route transsaharienne constitue un choix stratégique pour bâtir un espace économique africain fondé sur l'intégration, la connectivité et la prospérité partagée.

LE PREMIER MINISTRE DONNE LE COUP D'ENVOI DEPUIS N'DJAMENA

L'Algérie réalisera une centrale électrique au Tchad

Par Selma R.

Après l'inauguration, la semaine dernière, de la centrale électrique de solidarité de Gorou Banda à Niamey, au Niger, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, s'est rendu, hier à N'Djamena, au Tchad, où il a procédé, aux côtés de son homologue tchadien, Allamaye Halina, au lancement officiel des travaux de réalisation d'une centrale électrique de 40 mégawatts. Offert par l'Algérie au peuple tchadien, ce projet vise à renforcer les capacités énergétiques de ce pays sahélien et s'inscrit dans le cadre des hautes orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur du soutien aux efforts de développement des pays africains frères et de la promotion de la solidarité africaine à travers des projets structurants à fort impact économique et social. Implantée dans la zone industrielle de Farcha, à N'Djamena, cette centrale à turbines à gaz, réalisée par Sonelgaz International, constitue l'une des premières concrétisations des engagements pris lors de la visite officielle du président tchadien, le maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, en Algérie en avril dernier. Dotée d'une capacité de production de 40 MW répartie sur deux turbines de 20 MW chacune, l'infrastructure devrait permettre d'augmenter la

production électrique du Tchad de 20 à 25 %, tout en améliorant sensiblement l'alimentation en énergie de la capitale et de sa périphérie.

Lors de la cérémonie, Sifi Ghrieb a mis en exergue la portée stratégique de cette réalisation. Selon lui, la centrale électrique de N'Djamena « constitue le symbole d'une nouvelle étape dans les relations algéro-tchadiennes », fondée sur « des réalisations concrètes, un partenariat stratégique renforcé et une coopération au service du développement des deux pays ». Il a estimé que ce projet illustre le passage « du stade de la concertation et de la planification à celui de la mise en œuvre effective », rappelant qu'il concrétise directement les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. « Les engagements convenus entre les dirigeants des deux pays ne sont pas restés au stade des documents et des déclarations, mais sont entrés dans une phase de réalisation concrète », a-t-il affirmé.

Le Premier ministre a également insisté sur le rôle central de l'énergie dans les processus de développement économique et social. « Là où l'énergie est disponible, les perspectives de croissance s'élargissent, la transformation économique et sociale s'accélère et les niveaux de bien-être progressent », a-t-il déclaré, soulignant que l'Algérie entend contri-

buer au renforcement de la sécurité énergétique du Tchad et soutenir ses ambitions de développement. Dans cette perspective, il a réaffirmé la conviction de l'Algérie selon laquelle les partenariats africains fondés sur la solidarité, l'investissement productif et le partage d'expertise sont capables de générer un développement durable au profit des populations du continent. Il a également évoqué les perspectives de coopération dans les domaines des hydrocarbures, des explorations géologiques, des études sismiques, de la formation et du transfert de savoir-faire.

Pour sa part, le Premier ministre tchadien, Allamaye Halina, a salué un projet « structurant » qui reflète la qualité des relations entre les deux pays. Il a exprimé la gratitude du gouvernement et du peuple tchadiens envers l'Algérie pour cette initiative de solidarité qui contribuera à renforcer durablement les capacités nationales de production d'électricité. « La première pierre que nous posons aujourd'hui symbolise bien davantage que le lancement d'un chantier. Elle reflète une ambition partagée : mettre notre coopération au service du développement durable, de la prospérité économique et du bien-être de nos populations », a-t-il déclaré.

DÉPLOIEMENT DE SONELGAZ INTERNATIONAL

L'expertise algérienne au service de l'Afrique

Par S. R.

Le lancement des travaux de la centrale électrique de 40 mégawatts à N'Djamena, au Tchad, confirme la montée en puissance de Sonelgaz International sur la scène africaine. À travers ce projet stratégique, réalisé dans le cadre d'un don de l'Algérie au peuple tchadien, l'entreprise publique algérienne ne se contente plus d'exporter des équipements ou des services. Elle déploie désormais un modèle intégré reposant sur l'ingénierie, la construction, la formation et le transfert de compétences, contribuant ainsi au développement des infrastructures énergétiques du continent. Présent lors de la cérémonie de pose de la première pierre, le président-directeur général de Sonelgaz International, Yazid Djellouli, a souligné que cette réalisation repose entièrement sur le savoir-faire national. « Les équipements installés sont de fabrication algérienne et les travaux sont entièrement menés par des compétences algériennes », a-t-il affirmé au micro de « AL24News ». Située dans la zone industrielle de Farcha, à N'Djamena, la future centrale sera dotée d'une capacité de 40 MW répartie sur deux turbines à gaz de 20 MW chacune. Grâce aux technologies les plus récentes, cette infrastructure devrait accroître la production nationale d'électricité du Tchad de 20 à 25 %, tout en améliorant sensiblement l'alimentation énergétique de la capitale et de ses environs.

Le projet témoigne également de la capacité logistique des entreprises algériennes à intervenir rapidement sur le continent. Selon Yazid Djellouli, les équipements nécessaires à la réalisation de l'ouvrage ont déjà été acheminés vers le Tchad, notamment par voie aérienne grâce à Air Algérie. « Les matériels sont désormais disponibles sur le site, permettant le démarrage immédiat des travaux », a-t-il indiqué. Cette approche s'accompagne d'un important volet consacré au développement du capital humain. Sonelgaz International a déjà accueilli des stagiaires tchadiens dans ses centres de formation en Algérie afin de les préparer à l'exploitation et à la maintenance de la centrale. L'objectif est de permettre aux équipes locales de disposer, dès la mise en service de l'installation, des compétences nécessaires pour assurer sa gestion dans les meilleures conditions. Pour le responsable, cette démarche reflète la vision stratégique qui a présidé à la création de Sonelgaz International. La filiale a été conçue pour couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique, de l'ingénierie à la formation, en passant par la production, le transport et la distribution de l'électricité, ainsi que la commercialisation d'équipements et de solutions techniques adaptées aux besoins des pays africains. L'expérience acquise ces dernières années conforte cette ambition. Après avoir réalisé avec succès la centrale électrique de Gorou Banda à Niamey, au Niger, Sonelgaz International confirme sa capacité à mener des projets énergétiques d'envergure dans plusieurs régions du continent. Cette expertise suscite un intérêt croissant auprès de nombreux partenaires africains. Yazid Djellouli a ainsi révélé que « des discussions avancées sont en cours avec plusieurs pays, notamment le Mozambique, la Côte d'Ivoire et la Tunisie, pour le développement de nouveaux projets énergétiques ». Ces perspectives illustrent le positionnement grandissant de Sonelgaz International comme acteur africain de référence dans les métiers de l'électricité et de l'énergie. À travers ses réalisations au Niger et désormais au Tchad, l'entreprise contribue à renforcer la présence économique de l'Algérie sur le continent tout en accompagnant les efforts de développement de pays partenaires.

VALORISATION DES BIENS CONFISQUÉS

Une usine de briques remise en service à Adrar

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a inauguré hier à Fenoughil, dans la wilaya d'Adrar, une usine de briques relevant de la société SIMCA, filiale du groupe GICA. Cette unité industrielle fait partie des biens confisqués récupérés par l'État puis réhabilités dans le cadre de la politique de valorisation des actifs économiques et de leur réintégration dans le tissu productif national. Accompagné de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, et du wali d'Adrar, Fadil Douifi, le ministre a souligné que la mise en service de cette usine traduit concrètement les orientations des pouvoirs publics visant à transformer les biens récupérés en projets créateurs de richesse et d'emplois. S'étendant sur une superficie de six hectares, l'usine dispose d'une capacité théorique de production de 300 000 tonnes de briques par an. Elle contribuera à renforcer l'offre en matériaux de construction dans le Sud du pays et à répondre à la demande locale et régionale. Selon les responsables du projet, cette unité permettra la création de plus de 100 emplois directs, offrant ainsi de nouvelles perspectives de développement économique pour la région. À cette occasion, Yahia Bachir a insisté sur la nécessité d'optimiser l'utilisation des matières premières, d'améliorer en permanence la qualité des produits et de renforcer les mesures de sécurité au sein de l'usine. Il a également appelé à une maîtrise accrue des processus de production afin de garantir la compétitivité des produits sur le marché.

R. E.

CONSEIL DES MINISTRES

Les instructions du Président Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur le secteur des mines, les préparatifs de la saison estivale et le bilan final de l'opération d'acquisition et de distribution des moutons de l'Aïd.

Par Réda Hadi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, donc, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur le suivi de l'extension et du raccordement des stations et des zones industrielles à la ligne minière stratégique Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, les préparatifs de la saison estivale et les dispositions d'accueil de la communauté nationale à l'étranger, l'examen du bilan final de l'opération d'acquisition et de distribution des moutons de l'Aïd au profit des citoyens, ainsi que sur le suivi du renforcement des mécanismes de contrôle des produits destinés à la consommation et le développement des capacités des laboratoires. En effet, le président de la République a donné les instructions, directives et orientations, après avoir salué les efforts consentis par l'ensemble des travailleurs et cadres du secteur des travaux publics, à leur tête le ministre en tant qu'homme de terrain, ainsi que par le partenaire chinois, pour le rythme soutenu dans la réalisation des différents projets stratégiques ayant enregistré des progrès importants à l'échelle nationale, notamment les projets ferroviaires à dimension stratégique, en particulier la ligne minière Est, reliant Djebel Onk-Bled El Hadba-Tébessa jusqu'à Annaba, ainsi que les

projets à dimension régionale et continentale. Il a également salué les personnels du secteur pour la réalisation de résultats tangibles en termes de qualité et de respect des délais. S'agissant du volet de la saison estivale et les dispositions d'accueil de la communauté nationale à l'étranger, le Chef de l'Etat a insisté sur l'importance d'un suivi rigoureux et permanent afin d'assurer le succès de la saison, en tenant compte de la nécessité de prendre toutes les mesures et dispositions visant à garantir la gratuité des plages et à préserver la quiétude des familles qui les fréquentent, afin d'éviter la réapparition des phénomènes négatifs constatés chaque saison. Il a également insisté sur la lutte contre le phénomène de l'appropriation illégale des plages, en chargeant les autorités compétentes et les services de sécurité d'éradiquer et de réprimer ces comportements, parallèlement à l'actualisation des textes de loi pour traiter ce phénomène. Le Président a aussi insisté de dédier des plages spéciales le long du littoral national à la pratique des loisirs nautiques motorisés pour éviter les accidents. Concernant le bilan final de l'opération d'acquisition des moutons de l'Aïd au profit des citoyens, il a instruit le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche de la nécessité de remédier aux insuffisances constatées au cours de l'opération, notamment celles liées à l'organisation

et à la distribution, malgré la mise à disposition d'un million de têtes ovines. Et au vu, des lacunes relevées, Tebboune a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'ensemble des insuffisances, afin d'identifier les défaillances devant être corrigées à l'avenir. Concernant le suivi du renforcement des mécanismes de contrôle des produits destinés à la consommation et le développement des capacités des laboratoires, le Président a chargé les ministères du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et de la Santé de mettre en place et de gérer des laboratoires dans l'ensemble des ports et des aéroports du pays pour assurer le contrôle des produits destinés à la consommation. Le ministère du Commerce intérieur se charge du contrôle des produits destinés à la consommation, y compris les viandes sous toutes leurs formes, tandis que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche prend uniquement en charge le contrôle de la qualité des céréales, tous types confondus. Aussi, il a été ordonné la mise en place d'équipes spécialisées, formées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et supervisées sur le terrain par le ministère du Commerce intérieur, chargées de contrôler les produits destinés à la consommation lors de leur transport sur les routes, en coordination avec les services de sécurité.

HYDRAULIQUE

Le ministre insiste sur l'accélération des projets stratégiques

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé une séance de travail consacrée au suivi des programmes de développement relevant de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID) et de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), soulignant l'importance d'accélérer la mise en œuvre des projets stratégiques destinés à renforcer la sécurité hydrique et alimentaire du pays. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques organisées par le ministère pour évaluer l'état d'avancement des projets confiés aux établissements économiques sous tutelle chargés de la réalisation des programmes de développement dans les différents domaines du secteur de l'hydraulique. Lors de cette rencontre, le directeur général de l'ONID a présenté un exposé détaillé sur les projets inscrits à la charge de l'Office. Le bilan fait état de 39 opérations réparties entre 14 études, 15 projets de réalisation et 10 opérations de réhabilitation et de rénovation. S'agissant de l'état d'avancement du programme de développement, il a été indiqué que sur les 23 opérations en cours de réalisation, sept ont atteint un taux d'exécution égal ou supérieur à 80 %. Les procédures d'appel d'offres ont, par ailleurs, été lancées pour douze opérations, tandis que trois projets ont été achevés et qu'une opération sera engagée ultérieurement. À cette occasion, le ministre a mis en exergue l'importance de l'extension des superficies irriguées, considérée comme un levier essentiel pour le développement de l'activité agricole et

le renforcement de la sécurité alimentaire nationale. Il a également insisté sur la nécessité de concrétiser les orientations du président de la République relatives à l'utilisation des eaux usées épurées dans l'irrigation agricole, appelant à une coordination renforcée avec le secteur de l'Agriculture afin d'atteindre les objectifs fixés. Dans un second temps, le directeur général de l'ANBT a présenté la situation générale du programme de développement de l'Agence. Il a précisé que l'établissement assure actuellement le suivi de 163 opérations financées sur le budget de l'État dans le cadre des autorisations d'engagement, auxquelles s'ajoutent trois opérations financées par le biais d'un prêt du Fonds national d'investissement (FNI). Concernant les études, sept opérations sont actuellement en cours de réalisation, alors que 37 études ont déjà été finalisées. Celles-ci comprennent notamment 29 études relatives à la construction de nouveaux barrages, sept études portant sur des projets de transferts hydrauliques ainsi qu'une étude dédiée à la protection du barrage de Beni Haroun. Le responsable a également présenté l'état d'avancement de plusieurs grands projets structurants dont les travaux ont atteint des phases avancées et dont la réception est imminente. Il s'agit notamment des barrages de Souk Tleta (Tizi Ouzou), Boukhroufa (El Tarf), Lezreg (Khenchela), Sidi Khelifa (Tizi Ouzou) et Bouhadid (Annaba). Au terme de la réunion, M. Bouzegza a insisté sur la nécessité d'assurer un suivi rigoureux de l'ensemble des opérations inscrites et de procéder à l'assainisse-

ment de la nomenclature des projets. Il a également donné des instructions visant à accélérer l'achèvement des projets en cours conformément aux normes techniques en vigueur et dans les délais prévus. Le ministre a enfin appelé à la mise en service, dans les meilleurs délais, des infrastructures

ayant atteint leur phase finale de réalisation, afin d'améliorer les performances du secteur, de renforcer le service public de l'eau et d'optimiser les investissements consentis au profit des citoyens et du développement économique national.

R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	دج / كغ	
Légumes frais	Pomme de terre	77	87	66	البطاطا
	Tomate	87	103	71	الطماطم
	Oignon sec	80	92	69	البصل الجاف
	Ail sec	666	761	571	الثوم الجاف
	Ail vert	242	268	215	الثوم الأخضر
	Carotte	91	104	79	الجزر
	Navet	100	112	88	اللفت
	Petit pois	194	221	168	الجلبانية
	Fève verte	97	108	86	الفول الأخضر
	Courgette	71	84	57	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	160	184	135	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	95	109	81	الخس
	Pomme locale	584	701	468	التفاح المحلي
	Datte	493	612	375	التمر
Produits d'origine animale	Banane	488	507	468	فواكه طازجة
	Melon	143	171	116	البطيخ الأصفر
	Pastèque	84	97	70	البطيخ الأحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1988	2145	1832	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	393	405	381	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rand Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,12	-10,71	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1397,00	-0,07	-0,06	-0,78	8,98	5,57	7900	11 036 300,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,09	1,25	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 067,00	2067,00	0,00	-0,42	-7,41	9,86	6,05	8566	17 705 922,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,27	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	8,09	4,21	4,72	0	0,00

DEUX MONDES, UN DESTIN

L'Afrique à l'ère de l'intelligence artificielle

1^{ère} partie

Les principales données statistiques disponibles et les références bibliographiques, académiques ou institutionnelles exploitées, sont tirées des rapports de la Banque mondiale, du FMI, de la CNUCED et accessoirement de Brookings PwC. Quelques autres lectures découvertes sur le tas sont citées également.

Rachid MEKSEN (*)

La fracture économique du XXI^e Siècle

En ce XXI^e siècle, le monde se dessine en deux grandes puissances économiques : les États-Unis et la Chine. Ces géants rivalisent pour le contrôle des technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle (IA). Pendant ce temps, l'Afrique, avec sa population de 1,4 milliard d'habitants (dont l'âge médian est d'à peine 19 ans, selon l'ONU), reste souvent ancrée dans un modèle économique traditionnel basé sur l'extraction des ressources. Cette situation soulève une question cruciale : comment l'Afrique peut-elle éviter d'être reléguée au rang de simple fournisseur de matières premières dans un monde où la valeur réside désormais dans les données et les algorithmes ? Comme le souligne l'économiste Nick Srnicek dans *Capitalisme de plateforme* (2018), la concentration des infrastructures de données crée un nouveau modèle colonial immatériel où ceux qui ne possèdent pas les algorithmes sont condamnés à la dépendance. En effet ce concept de "capitalisme de plateforme", théorisé par Nick Srnicek, désigne un modèle économique où des entreprises agissent comme des intermédiaires numériques. Plutôt que de vendre directement des produits, elles fournissent l'infrastructure (les plateformes) permettant à d'autres de créer, échanger et travailler.

L'Économie de l'IA, un empire immatériel**i). Les États-Unis, pionniers du capitalisme algorithmique**

La Silicon Valley est devenue le symbole d'un modèle économique où l'innovation technologique génère de la valeur. En 2025-2026, les géants de la technologie américaine (les "Magnificent Seven") affichent une capitalisation boursière combinée qui dépasse les 15.000 milliards de dollars, soit plus du triple du PIB de l'ensemble du continent africain. L'intelligence artificielle générative promet de transformer tous les secteurs économiques. Selon une étude de référence du célèbre cabinet PwC (*Exploiting the AI Revolution*, 2017), l'IA pourrait générer jusqu'à 15.700 milliards de dollars supplémentaires à l'économie mondiale d'ici 2030, mais les gains seront captés à plus de 70 % par l'Amérique du Nord et la Chine. C'est un véritable empire immatériel qui se construit, où les idées prennent le pas sur les ressources matérielles.

ii). La Chine, un challenger déterminé

De son côté, la Chine a fait de l'IA une priorité nationale à travers son "Plan de développement de l'IA de nouvelle génération". Le gouvernement vise à devenir

le premier centre d'innovation mondial de l'intelligence artificielle d'ici 2030. Pour y parvenir, elle s'appuie sur une masse de données inégalée grâce à sa population de plus d'un milliard de cybercitoyens connectés.

Toutefois, elle doit surmonter des défis, notamment sa dépendance aux semi-conducteurs avancés, exacerbée par les sanctions américaines de l'unilateral CHIPS and Science Act. Cette rivalité, qualifiée de "guerre froide technologique", ne concerne pas seulement la puissance de calcul, mais aussi le contrôle des normes et standards globaux, façonnant ainsi l'avenir économique du monde.

iii). Les nouvelles frontières technologiques

L'intelligence artificielle n'est qu'une des nombreuses révolutions technologiques en cours. Des avancées dans des domaines tels que l'informatique quantique, la biotechnologie et les énergies renouvelables redéfinissent les facteurs de production. L'Afrique, riche en ressources minérales, pourrait jouer un rôle clé dans ces nouvelles économies. Cependant, comme le rappelle le rapport de la CNUCED sur la technologie et l'innovation, sans un changement profond de paradigme, l'écart technologique entre les pays en développement et les leaders de l'IA va s'accroître de manière exponentielle. L'Économie Africaine, un héritage des ressources

i). Un continent doté mais sous-exploité et sous-managé

L'Afrique possède d'énormes réserves de minéraux critiques et de terres arables, mais reste l'un des continents les plus pauvres. Le paradoxe est cruel : le continent détient 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques (dont 70 % du cobalt mondial en RD Congo et plus de 80 % du platine et du manganèse en Afrique du Sud), mais selon la Banque mondiale, il ne capte que moins de 3 % de la valeur ajoutée mondiale de la chaîne d'approvisionnement technologique. L'économie extractive, qui exporte des matières premières non transformées, limite le développement économique, crée des déséquilibres et soulève de graves interrogations sur la gouvernance des ressources.

ii). Des piliers fragiles : mines, pétrole et agriculture

L'économie africaine repose sur l'extraction, l'agriculture de subsistance et une manufacture peu développée. Selon la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), moins de 15 % des exportations africaines sont des produits manufacturés, contre près de 70 % en Asie de l'Est. Ce manque de diversification structu-

relle expose le continent aux chocs exogènes, aux fluctuations brutales du cours des matières premières et à la volatilité des marchés financiers internationaux.

iii). La transformation locale : un enjeu crucial

Pour sortir de ce cycle extractif, l'Afrique doit imposer une transformation locale de ses ressources. Des initiatives audacieuses existent, à l'instar de l'interdiction par le Zimbabwe et la Namibie d'exporter du lithium brut sans transformation locale préalable. Cependant, ces réformes se heurtent à de fortes résistances de la part des multinationales et de certaines élites locales. Dans son ouvrage *L'Afrique sans dette* (2023), l'économiste Carlos Lopes (Economiste de la Guinée Bissau qui a plaidé pour un système de financement propre à l'Afrique) démontre que la "remontée des filières industrielles" est la seule voie pour que le continent cesse de financer le développement des autres au détriment de ses propres communautés.

Collision des deux économies, risques et opportunités**i). Dépendance aux minéraux critiques**

L'Afrique est au cœur de la révolution technologique car les infrastructures physiques de l'IA (serveurs, supercalculateurs, centres de données) dépendent de métaux matériels dont le continent regorge. L'ironie est totale : le cloud "immatériel" repose sur le sous-sol africain. Néanmoins, cette ruée vers les minéraux verts et critiques risque de renforcer le vieux modèle extractif colonial (le pacte colonial) si elle n'est pas intégrée dans une stratégie de développement durable et d'industrialisation régionale.

ii). Automatisation, une menace pour l'Industrialisation

L'automatisation menace les emplois manufacturiers de faible qualification, remettant en question le modèle classique de développement par lequel l'Asie est passée (le passage de l'agriculture à l'industrie manufacturière de main-d'œuvre). Une étude de la Oxford Martin School, fréquemment citée sur ces questions, estimait que jusqu'à 85 % des emplois dans certains pays en développement, notamment en Afrique, présentaient un risque élevé d'automatisation. Si les robots industriels deviennent moins chers que la main-d'œuvre humaine, l'Afrique perdra son avantage comparatif démographique. Il devient donc urgent de repenser les modèles de formation pour préparer la jeunesse aux métiers de l'économie numérique.

iii). La fracture numérique, un amplificateur d'Inégalités

L'IA actuelle est entraînée à plus de 90 % sur des données occidentales et asiatiques, véhiculant des travers culturels et

linguistiques majeurs qui ignorent les réalités africaines. De plus, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT sise à Genève), bien que la connectivité progresse, environ 60 % de la population d'Afrique subsaharienne n'a toujours pas d'accès régulier à Internet. Cette fracture numérique risque d'agir comme un amplificateur d'inégalités, creusant le fossé non seulement entre l'Afrique et le reste du monde, mais aussi au sein même des sociétés africaines.

Trois scénarios prospectifs**2030-2050**

[Matières premières brutes] —> SCÉNARIO 1 —> Marginalisation / Dépendance totale
[Digitalisation sectorielle] —> SCÉNARIO 2 —> Émergence de hubs isolés (Kenya, Nigéria)
[Souveraineté & STIM] —> SCÉNARIO 3 —> Renaissance industrielle globale
(Les STIM, abréviation de sciences, technologie, ingénierie et mathématiques)

Scénario 1 : Marginalisation accélérée

Dans ce scénario pessimiste, l'Afrique demeure un réservoir de matières premières bon marché. Elle subit de plein fouet l'automatisation de ses rares industries et une fracture numérique croissante. La jeunesse, privée de compétences numériques, fait face à un chômage de masse. Le continent devient le terrain d'une "guerre des données" et de prédation de ressources entre puissances étrangères, sans autonomie décisionnelle.

Scénario 2 : Saut technologique partiel

L'Afrique réalise des percées technologiques ciblées, à l'image du succès de la finance mobile. Des solutions d'IA appliquées à l'agriculture de précision ou à la télémédecine se développent. Toutefois, cette dynamique reste concentrée dans quelques "technopoles" ou "hubs" (Nairobi, Lagos, Le Cap, Kigali). Le reste du continent demeure structurellement exclu, maintenant de profondes fractures internes.

Scénario 3 : Renaissance industrielle et technologique

Dans ce scénario optimiste, soutenu par l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF), l'Afrique impose la transformation locale de ses minéraux et investit massivement dans le capital humain. Grâce à une gouvernance stable, elle développe ses propres modèles d'IA souverains, adaptés à ses langues et à ses besoins (gestion de l'eau, transition énergétique, logistique), devenant un pôle majeur d'innovation inclusif.

(A suivre)

TINDOUF

Sonelgaz renforce le réseau électrique en prévision du pic de demande estivale

La direction de Distribution pertinente de la Sonelgaz, dans la wilaya de Tindouf, s'attelle à la mise en œuvre d'un vaste programme de maintenance préventive du réseau électrique, en prévision de la hausse attendue de la demande en énergie durant la saison estivale, et ce, afin d'assurer la continuité de l'alimentation au profit des abonnés dans les différentes régions de la wilaya, à-on informé, dimanche, auprès de cette entreprise. Les travaux en cours comprennent la révision et la maintenance de l'ensemble des composants du réseau électrique, notamment les câbles, les transformateurs et les équipements techniques dans les communes de Tindouf et Oum El-Assel. L'objectif est d'améliorer l'état de préparation des installations et la qualité du service fourni aux citoyens, en particulier avec l'augmentation de la consommation d'électricité pendant les périodes de fortes chaleurs en raison de l'utilisation intensive des appareils de refroidissement et de climatisation, a indiqué le chargé de communication, Mehdi Hamadina.

Dans ce contexte, le même responsable a précisé que l'entreprise a achevé les préparatifs liés au plan Été 2026, qui repose sur un programme intensif de maintenance préventive du réseau et des transformateurs électriques, avec la mobilisation des ressources humaines et des moyens techniques nécessaires afin de garantir la continuité du service et de limiter les répercussions d'éventuelles coupures. Ce programme revêt une importance particulière, compte tenu des conditions climatiques que connaît la wilaya durant l'été, où des températures très élevées exercent une pression supplémentaire sur le réseau électrique. Cette situation nécessite un renforcement de la préparation technique et des interventions préventives pour préserver la stabilité de l'approvisionnement en énergie, a-t-on souligné.

Agence

NÂAMA

Lancement de plusieurs projets de réhabilitation des routes dans la commune d'Asla

Plusieurs projets de réhabilitation de chemins communaux ont été lancés sur le territoire de la commune d'Asla (wilaya de Nâama), couvrant une distance totale estimée à 30 kilomètres, à-on informé, dimanche, auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC), M. Slimane Meliani.

Le responsable a précisé que ces opérations concernent la réhabilitation du chemin communal 1 dépendant de la route nationale RN47 au village de Belgarde, du chemin communal 2 menant au village d'El-Hassi, ainsi que du chemin communal 6 dépendant de la RN47 au village de Kediat Abdelhak. Il a réalisé que le coût de ces projets, prévu à l'entretien et à la modernisation des chemins communaux, dépasse les 100 millions de dinars. Ils s'inscrivent dans le cadre du programme de développement social et économique dont a retenu la commune d'Asla et ses localités au cours de l'année en cours, a fait savoir le P/APC, annonçant dans le même contexte, le lancement prochain de projets si-

milaires.

Les opérations projetées concerneront le tronçon dépendant de la commune d'Asla à la région de Bigla en passant par la zone d'El-Mkhizen sur une distance de 15 kilomètres, la route dépendant des localités de Daya Sidi Ahmed et Rosfat El-Ghzal sur 10 kilomètres, ainsi qu'un troisième tronçon dépendant de la station de pompage à la région de Ramta sur une distance de 5 kilomètres, selon la même source.

M. Meliani a également indiqué que le projet de réhabilitation de plusieurs tronçons et d'élargissement des accotements du chemin communal dépendant de la RN47 au village de Hassi Labiad a été récemment achevé. Il a souligné, par ailleurs, que le taux d'avance-

MOSTAGANEM

Une production prévisionnelle de plus d'un million de quintaux de tomates attendue pour la campagne 2025-2026

La wilaya de Mostaganem table sur une production globale de plus d'un million de quintaux de tomates de saison, toutes catégories confondues (plein champ et sous serre), au titre de la campagne agricole 2025-2026, a indiqué dimanche la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Selon le service de l'organisation de la production et de l'appui technique, la campagne de récolte de la tomate de saison de plein champ, prévue à partir de la mi-juin, portera sur une superficie de

1.603 hectares, dédiée à cette filière jugée stratégique. La production attendue pour cette catégorie, dont la récolte se poursuivra jusqu'à fin juillet, est estimée à 580.000 quintaux, avec un rendement moyen de 645 quintaux à l'hectare. En parallèle, la récolte de la tomate sous serre se poursuit actuellement. A ce jour, 380 hectares ont été plantés sur les 550 hectares programmés pour cette campagne agricole. A fin mai, la production sous serre a atteint 115.000 quintaux, à la suite de la récolte de

168 hectares, soit un rendement moyen de 684 quintaux à l'hectare. La production totale de cette filière devrait atteindre 440.000 quintaux à la fin de la campagne, selon la même source. La filière tomate, qui comprend la production sous serre, en plein champ et de fin de saison, a enregistré ces dernières années une progression qualitative notable dans la wilaya de Mostaganem. Cette évolution est attribuée à la maîtrise des itinéraires techniques, à l'extension des superficies cultivées, au soutien

public aux producteurs ainsi qu'à l'encadrement assuré par les services agricoles. Cette production, concentrée principalement dans les zones orientales de la wilaya (plaines d'Achaacha, Ouled Boughalem et Sidi Lakhdar), dans la zone centrale (Ain Boudinar et Kheir Eddine) ainsi que sur le littoral de Stidia, contribue à assurer un approvisionnement régulier des marchés régionaux et nationaux, confortant ainsi le rôle de Mostaganem comme pôle agricole émergent dans cette filière.

APS

JIJEL

Taux d'avancement variables des travaux de réalisation et de réhabilitation de plusieurs structures de jeunes et de sports

Pas moins de 26 opérations de réalisation et de réhabilitation de plusieurs structures de jeunes et de sports dans la wilaya de Jijel ont affiché des taux d'avancement variables de leurs travaux, a indiqué dimanche le directeur de wilaya de la jeunesse et des sports (DJS). Dans une déclaration à l'APS, M. Amine Meziane Cherif a précisé qu'il s'agit de la réalisation et de l'équipement de cinq maisons de jeunes dans les

communes de Chahna, d'Ouled Rabah, de Bordj T'har, d'El Kennar Nouchfi et de Bouraoui Belhadef, de la réalisation et de l'équipement de deux complexes sportifs de proximité dans les communes de Djemaa Béni Habibi et de Kaous outre la réalisation et de l'équipement de trois salles polyvalentes aux communes de Boudriaa Ben Yadjis, de Chekfa et d'Emir Abdlekader. Les travaux se déroulent à un rythme "excellent" pour les opérations de réhabilita-

tion de quatre salles omnisports à Jijel (2), El Milia et Taher ainsi que pour les projets de réalisation d'auberges de jeunes et de réhabilitation d'autres, a ajouté le même responsable. Selon la même source, il est prévu de réceptionner et de mettre en service au profit des jeunes de la wilaya plusieurs de ces projets courants l'année 2026.

APS

RELIZANE

Plus de 120 autorisations de forage de puits d'irrigation agricole accordées depuis début 2026

Les agriculteurs de la wilaya de Relizane ont obtenu, depuis le début et l'année en cours, jusqu'à la fin du mois de mai, de plus de 120 autorisations de forage de puits destinés à l'irrigation agricole, à-on avisé, dimanche, du directeur local de l'Hydraulique, M. Nabil Beghoura. M. Beghoura a précisé à l'APS que la commission de wilaya chargée de cette procédure, composée des directions de l'hydraulique, de la Réglementation et des Affaires générales,

ainsi que du Secrétariat général de la wilaya, a délivré 123 autorisations de forage afin de renforcer l'irrigation des terres agricoles dans les différentes régions de la wilaya. Il a ajouté que cette même commission examine actuellement des dizaines de demandes au niveau des instances techniques et administratives. Plusieurs dossiers ont été rejetés, notamment ceux concernant des zones protégées, en raison de l'impact potentiel des forages sur le niveau des nappes

phréatiques ou de leur localisation à proximité d'autres puits alimentant la population en eau potable. Grâce à ces nouvelles autorisations accordées récemment, le nombre total d'autorisations de forage délivrées dans la wilaya s'élève désormais à 1.778, réparties à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, a-t-il fait observer. Le responsable a également appelé les agriculteurs de toutes les filières à adopter des systèmes économiques en eau afin d'assurer une utili-

sation optimale de cette ressource et d'améliorer les rendements agricoles. Par ailleurs, l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID) a mobilisé plus de 37 millions de mètres cubes d'eau dans le cadre de la campagne d'irrigation de l'année en cours. Cette quantité a permis d'irriguer une superficie agricole totale de plus de 2.036 hectares, dont 1.070 hectares consacrés aux céréales et 966 hectares aux arbres fruitiers, selon la même source.

R E.

Les cryptos au secours du dollar ? La doctrine cryptomercantiliste de l'administration Trump

2^e partie

Donald Trump a débuté son deuxième mandat à la présidence des Etats-Unis en créant un crypto-actif à son effigie, le \$Trump. Ce jeton numérique est devenu le symbole des multiples conflits d'intérêts que le nouveau président américain entretient avec le secteur des cryptomonnaies, dont il s'est fait le farouche promoteur. Au-delà de cette opération purement spéculative, la nouvelle administration Trump semble déterminée à faire des crypto-actifs privés l'instrument d'un renouveau du dollar à l'échelle internationale. Cette doctrine, qualifiée de cryptomercantilisme, répond entre autres au développement spectaculaire du yuan numérique chinois.

Par Frédéric Lemaire
et Dominique Plihon

Les transactions en stablecoins présentent en effet plusieurs avantages : elles sont quasi-instantanées, sans délai de compensation bancaire, transparentes (inscrites dans la blockchain), facilement accessibles (une simple connexion internet suffit, pas besoin de compte bancaire) et leurs coûts sont réduits en particulier pour les paiements internationaux (jusqu'à 80%) [16]. En 2024, les transactions par stablecoins ont connu un essor considérable : elles représenteraient près de 30000 milliards de dollars selon une étude publiée en janvier 2025 par la plateforme CEX.io, dépassant ainsi le montant cumulé des transactions réalisées par Visa et Mastercard [17]. Ce chiffre reste cependant à relativiser puisque, selon les auteurs de l'étude, ce volume de transactions serait au moins à 70% dû à l'activité d'arbitrage à très court terme des robots de trading algorithmique, utilisés pour tirer parti des fluctuations mineures des prix sur les plateformes de crypto.

S'il est difficile de déterminer le montant exact des transactions qui correspondent à de véritables paiements, force est de constater que les stablecoins sont devenus une véritable alternative aux moyens de paiement traditionnels. Ces crypto-actifs ne présentent pas seulement des avantages pour les utilisateurs : ils sont une manne potentiellement considérable pour les entreprises privées qui les émettent, l'opportunité pour elles de mettre la main sur les frais de transaction traditionnellement accaparés par les banques et quelques grands groupes (Visa, Mastercard, Western Union).

C'est ainsi qu'on a assisté au développement, à la fin des années 2010, de Global Stablecoins (GSC) : des crypto-actifs émis par les grands acteurs du numérique, les GAFAM états-uniens et les BATX chinois [18]. En 2019, Facebook dévoilait ainsi le projet d'un « Facebook Coin » du nom de Libra, prenant la forme d'un stablecoin adossé à un panier de plusieurs monnaies, dont le dollar et l'euro. Le Libra avait vocation à permettre aux milliards d'utilisateurs du groupe Facebook de réaliser des paiements et transferts de monnaie via des applications de messageries comme Messenger et WhatsApp (propriétés de Facebook). Le projet sera finalement abandonné en 2022 face à l'opposition des régulateurs américains et européens. Le Trésor américain avait notamment jugé qu'un tel projet « entraînerait une concentration excessive du pouvoir économique [19] ».

Malgré l'échec du Libra, rebaptisé Diem, les géants de la tech et de la finance continuent de développer de nombreux projets

de stablecoins. Amazon envisagerait de lancer son propre crypto-actif pour les transactions sur sa plateforme, à disposition de ses centaines de millions d'utilisateurs actifs. Des acteurs du monde de la banque et de la finance vont également lancer des stablecoins. Ainsi la banque française Société Générale s'apprête à émettre son stablecoin adossé au dollar sur la blockchain Ethereum, ce qui constitue une initiative sans précédent pour une grande banque française. Du fait de leur grande dimension, les acteurs numériques et bancaires pourraient être en mesure de toucher un vaste public et de s'imposer à l'échelle internationale.

Une opportunité pour le dollar ?

Les stablecoins pourraient également constituer une opportunité de premier plan pour les Etats-Unis sur le plan monétaire. Les stablecoins en dollars, qui représentaient 97% du marché en mars 2025, pourraient contribuer à une nouvelle forme de dollarisation de l'économie mondiale : ils offrent aux populations du monde entier la possibilité d'accéder à une forme de dollar numérique qui présente de nombreux attraits [20]. A ce jour, les cinq principaux stablecoins sont libellés en dollars, il s'agit Theter, USD Coin, Binance USD, DAI et Pax Dollar. Outre leur facilité d'accès (un smartphone suffit) et la faiblesse des coûts de transaction, les stablecoins en dollars peuvent servir de réserve de valeur dans les économies en proie à une importante inflation. Une étude de Visa publiée en septembre 2024 montre que près de la moitié des propriétaires de stablecoins dans les marchés émergents les utilisent à cet effet [21].

Alors même qu'une forme de dé-dollarisation semblait à l'œuvre à l'échelle mondiale, illustrée par la baisse de la part du dollar dans les réserves officielles mondiales qui est passée de 71% en 2001 à 57,4% aujourd'hui [22], les stablecoins pourraient être à l'origine d'une dynamique inverse en offrant un accès facile et peu coûteux à un succédané numérique du dollar, pouvant concurrencer les monnaies locales comme moyen de paiement ou comme réserve de valeur.

L'utilisation massive de stablecoins en dollars dans le monde entier permettrait, entre autres, d'apporter un surcroît de financement de la dette américaine. En effet, lorsqu'une société privée émet un stablecoin adossé à une monnaie, elle en investit tout ou partie du montant dans des titres de dettes souveraines qui permettent de « couvrir » la créance que représente le crypto-actif, et ainsi de garantir la conversion des stablecoins dans la monnaie sur laquelle ils sont indexés [23].

Le développement des paiements via des stablecoins émis par les géants de la tech aurait ainsi une conséquence directe :

l'achat massif de bons du trésor américains par ces derniers. Un rapport de Citigroup, géant des services financiers, estime que le marché des stablecoins pourrait atteindre un volume de 1600 milliards de dollars en 2030 [24]. Ce qui propulserait les émetteurs de stablecoins au rang de premiers détenteurs de dette américaine [25].

Cette opération en apparence banale reviendrait à convertir la monnaie locale en crypto-actif adossé au dollar et accroître les réserves en dollars et titres de dettes US accumulées par les géants de la tech. Ces avantages sont une partie de l'explication du soutien de la nouvelle administration états-unienne au développement des stablecoins. « Plutôt que de miser sur des réserves en dollar détenues par les banques centrales ou gouvernements étrangers, il entend utiliser la puissance des grandes entreprises privées états-uniennes pour générer une nouvelle forme de réserve en dollar, liée à des cryptomonnaies [26] » explique l'économiste Eric Monnet.

Ainsi les géants de la tech américains (Google, Netflix, Amazon...) pourraient inciter leurs clients à travers le monde à recourir, pour leurs paiements, à des stablecoins en dollars émis par ces mêmes groupes moyennant avantages ou réductions. Cette opération en apparence banale reviendrait à convertir la monnaie locale en crypto-actif adossé au dollar et accroître les réserves en dollars et titres de dettes US accumulées par les géants de la tech.

Cette doctrine, qualifiée de cryptomercantilisme, a été promue par le secrétaire du Trésor Scott Bessent lors du « sommet crypto » qui s'est tenu à la Maison blanche début mars et serait au fondement du projet de loi visant à encadrer le développement des stablecoins, intitulé Genius (Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins, « orienter et établir l'innovation nationale pour les sta-

blecoins américains »). Dans un article publié fin mai, l'économiste et ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis dénonçait à travers cette nouvelle doctrine « une OPA hostile sur la monnaie », qui revient « sous-traiter la suprématie du dollar aux forces les plus rétrogrades au sein de l'industrie de la Tech [27] ».

Une nouvelle forme de shadow-banking

Pour Donald Trump, le développement des stablecoins présente un autre avantage : celui de court-circuiter la Federal Reserve (Fed), avec laquelle il entretient des relations houleuses, dans l'encadrement et la gestion du développement des cryptomonnaies. Dès janvier 2025, le décret sur les crypto-actifs signé par Donald Trump après son investiture affichait non seulement son soutien au développement des stablecoins adossés aux dollars mais, en revanche, interdisait à la Fed d'émettre une monnaie numérique officielle, le e-dollar, au motif de possibles atteintes à la vie privée.

Ce choix délibéré de favoriser le développement des cryptoactifs privés n'est pas sans risques. Dans la réalité, le monde des crypto-actifs s'apparente à celui du shadow banking system, c'est-à-dire du système bancaire non régulé, qui a été au cœur de la crise financière de 2008. La plupart des entreprises de la tech qui émettent des stablecoins en dollars agissent comme des banques de l'ombre qui émettent un crédit et créent de la monnaie en dehors des garde-fous qui s'appliquent au système bancaire traditionnel. En particulier, il n'existe pas d'assurance des dépôts appliquée aux stablecoins. C'est pourtant ce mécanisme, mis en œuvre aux Etats-Unis après la crise de 1929, qui permet d'éviter les bank runs, ces paniques bancaires qui voient les déposants se précipiter pour retirer leurs dépôts aux premiers signes de faiblesse d'une banque.

(A suivre)

Notes

- [16] Le bazar d'Istanbul est à cet égard un cas d'école. Voir Roomy Khan, « The Stablecoin Paradox: Supercharging Dollar Dominance », Forbes, 3 mars 2025.
- [17] « Stablecoin Landscape: What 2024 Reveals About 2025? », CEX.IO, 31 janvier 2025.
- [18] GAFAM : Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft. BATX : Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi.
- [19] « Report on Stablecoins », President's Working Group on Financial Markets, the Federal Deposit Insurance Corporation et Office of the Controller of the Currency, novembre 2021 ; Michael Garrifo, « Libra : Facebook jette l'éponge face à la réglementation », ZDNet, 21 janvier 2022.
- [20] Caroline Bozou-Ninou et Elisa Darriet, « Le dollar face aux nouvelles monnaies numériques », L'Economie Politique 102, mars 2024.
- [21] R. Khan, « The Stablecoin Paradox... », mars 2025.
- [22] « Dollar Dominance Monitor », Atlantic Council.
- [23] « Au 31 mars 2025, les 250 milliards de dollars de stablecoins en circulation — dont 97 % en dollar américain — ont dû investir environ 70 % de leur réserve en Treasury Bills — essentiellement afin d'éviter le risque de transformation — ou en Treasury Bonds, soit 175 milliards de dollars ». Voir Hubert de Vauplane, « Pourquoi le dollar américain va continuer de dominer le monde : géopolitique des stablecoins », Le Grand continent, 7 avril 2025.
- [24] Ronit Ghose et al., « Digital Dollars. Banks and Public Sector Drive Blockchain Adoption », Citigroup, avril 2025.
- [25] Les détenteurs de la dette publique américaine sont le Japon (1 079 milliards), la Chine hors Hong-Kong (760 milliards), la Grande-Bretagne (740 milliards), le Luxembourg (409 milliards), les Iles Cayman (404 milliards) — la France arrivant au 8ème rang (335 milliards), cf World — Major Economies' Holdings of US Debt, MacroMicro, janvier 2025.
- [26] Eric Monnet, « Dans l'entourage de Trump, on voit poindre deux réponses contradictoires pour maintenir la domination internationale du dollar », Le Monde, 2 mai 2025.
- [27] Yanis Varoufakis, « Trump Wants Big Tech to Own the Dollar », Project Syndicate, 29 mai 2025.

ARABIE SAOUDITE Résilience de l'économie

Le FMI souligne la résilience de l'économie saoudienne malgré le conflit au Moyen-Orient — Une mission du Fonds Monétaire International (FMI), conduite à Riyad dans le cadre des consultations Article IV 2026, estime que l'économie saoudienne reste résiliente grâce à des fondamentaux solides, mais que la dynamique de croissance est affectée par le conflit au Moyen-Orient et les perturbations du trafic maritime. Le FMI indique que, selon ses estimations, le PIB a progressé de 4,5 % en 2025, porté par la hausse de la production pétrolière liée à l'assouplissement des coupes OPEP+ et par la vigueur de l'activité non pétrolière soutenue par la demande intérieure. L'inflation est restée modérée, sous les 2 %, et les conditions du marché du travail demeurent favorables. Le FMI souligne toutefois que les perturbations liées aux flux maritimes, notamment via le détroit d'Ormuz, ont pesé sur les exportations et sur l'activité non pétrolière, tout en augmentant les coûts logistiques. Les autorités ont mis en place des mesures de réacheminement des flux commerciaux via pipelines et ports alternatifs, limitant l'impact sur les volumes exportés. Le scénario central du FMI suppose une normalisation des routes maritimes dans les prochains mois, avec une reprise progressive de la croissance, attendue autour de 2 % en 2026, un niveau inférieur à la projection de 3,1 % publiée dans les perspectives d'avril 2026. Le FMI estime cependant que les fondamentaux du Royaume offrent des marges de manœuvre significatives pour absorber le choc, notamment un faible endettement, des réserves élevées et un fonds souverain parmi les plus importants au monde. Il recommande de préserver la stabilité macroéconomique et de poursuivre les réformes de diversification de Vision 2030. Les réexportations tirent la hausse des exportations non pétrolières saoudiennes en 2025 — L'Arabie saoudite a enregistré une hausse de 18,9 % de ses exportations non pétrolières, réexportations incluses, en 2025 par rapport à 2024, selon le rapport annuel sur le commerce international de marchandises publié par General Authority for Statistics (GASTAT). Toutefois, cette progression provient entièrement de la hausse des réexportations, les exportations nationales non pétrolières hors réexportations étant restées quasiment stables, à -0,1 % sur un an. Les exportations totales du Royaume ont progressé de 2,1 % pour atteindre 312 Md USD (1 170 Md SAR), malgré une baisse de 4 % des exportations d'hydrocarbures

R. I.

45 % DE RENOUVELABLES EN 2028

L'Égypte accélère sa transition avec China Energy

L'Égypte mène une politique active d'ouverture aux grands groupes internationaux spécialisés dans l'électricité et les technologies associées pour financer et réaliser des projets structurants dans l'électricité, les réseaux et le dessalement, afin de réduire sa dépendance aux énergies fossiles.

Par Rédaction Internationale

Dans un communiqué publié jeudi 4 juin, le gouvernement a indiqué que le Premier ministre Mostafa Madbouly (photo, à gauche) s'était entretenu plus tôt dans la semaine avec Ni Zhen (photo, à droite), président de China Energy Engineering Corporation (CEEC). Les discussions ont porté sur plusieurs projets de coopération dans les réseaux électriques, le développement de nouvelles capacités d'énergies renouvelables et le dessalement de l'eau de mer, confirmant la volonté de l'Égypte de renforcer ses partenariats internationaux dans les secteurs stratégiques.

Les propositions évoquées portent par ailleurs sur la production locale de

composants. Selon le compte rendu de la réunion, les autorités souhaitent ainsi « coopérer avec China Energy Engineering Corporation Limited pour localiser l'industrie des composants d'énergies nouvelles et renouvelables afin de répondre aux besoins locaux et d'exporter ».

Une stratégie énergétique en phase d'accélération

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la stratégie énergétique du pays, qui vise à réduire sa dépendance aux énergies fossiles. « L'Égypte accorde une grande importance au dossier des énergies nouvelles et renouvelables et vise une contribution de 45 % au mix énergétique en 2028 », a déclaré Mostafa Madbouly.

Pour accompagner cette montée en puissance du solaire et de l'éolien, le gouvernement mise également sur le développement du stockage d'électricité. Le ministre de l'Électricité Mahmoud Essmat a récemment indiqué que le pays visait 14 320 MWh de capacités de stockage par batteries d'ici 2028.

Les groupes chinois jouent déjà un rôle important dans plusieurs projets énergétiques en Égypte, notamment dans les énergies renouvelables, les infrastructures électriques et les technologies de stockage.

À l'issue de la rencontre, le Premier ministre a demandé l'élaboration de plans d'exécution assortis d'un calendrier précis pour les propositions de coopération présentées par CEEC.

MAURITANIE

Mise en place d'un nouveau cadre réglementaire pour le marché des médicaments

Le ministère mauritanien de la Santé a annoncé l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire pour le marché des médicaments visant à renforcer le contrôle des importations et de la distribution et à limiter les abus en matière de tarification, dans le cadre de réformes qui, selon le gouvernement, visent à améliorer la transparence du secteur pharmaceutique. Le ministre Thiam Tidjani a déclaré, dans une interview accordée aux médias publics, que le nouveau système impose l'enregistrement de tous les médicaments et le suivi de leur parcours à travers les points d'entrée officiels, à savoir le port

autonome de Nouakchott et l'aéroport international « Oum Tounsi » de Nouakchott, dans le but de renforcer le contrôle des chaînes d'approvisionnement. Il a ajouté que les prix des médicaments sont fixés officiellement, appelant les citoyens à signaler toute infraction ou tout abus dans ce domaine, sans donner plus de détails sur les mécanismes de contrôle sur le terrain.

Dans le même contexte, le ministre a annoncé qu'une plateforme numérique dédiée au suivi des médicaments et au contrôle de leurs prix était en cours de finalisation et devrait être opérationnelle dans les deux

prochains mois, précisant que le nombre de fournisseurs de médicaments agréés dans le pays s'élevait à 44.

En ce qui concerne les services de santé, le ministre a déclaré que les équipes médicales dans les différentes wilayas sont « mobilisées » pour garantir la continuité de la prestation des services aux citoyens, et pour œuvrer à leur accessibilité et à l'amélioration de leur qualité, dans le cadre des directives officielles visant à renforcer le système de santé.

Le ministre a ajouté que les programmes de prise en charge des urgences, des femmes enceintes et des patients atteints

d'insuffisance rénale bénéficieront d'un soutien accru au cours de la prochaine phase, sans préciser l'ampleur de ces renforcements ni leurs sources de financement. En ce qui concerne le transfert des patients vers la capitale Nouakchott, le ministre a précisé que certains cas spécialisés nécessitent un renvoi vers des établissements de référence, malgré la disponibilité d'équipements de base dans les capitales des wilayas, ajoutant qu'un nouveau mécanisme de gestion des évacuations a été adopté, fondé sur une coordination préalable avec les établissements de santé concernés.

Agence

TUNISIE

Tourisme et TRE à la rescousse des finances extérieures du pays

Les entrées cumulées issues des transferts de la diaspora et des recettes du tourisme ont généré plus de 8,5 milliards de dinars pour la Tunisie depuis le début de l'année jusqu'au 20 juillet 2025, selon les dernières données publiées ce weekend par la Banque centrale de Tunisie (BCT). Un apport crucial qui permet de couvrir 95,5 % du service de la dette extérieure accumulée, estimée à 8,9 milliards de dinars sur la même période. Dans le détail, les revenus du travail de la diaspora, composés essentiellement des transferts en devises des Tunisiens résidents à l'étranger (TRE), ont enregistré une hausse substantielle de 8,2 % par rapport à 2024, atteignant 4,6 milliards de dinars. Cette évolution confirme la résilience et

l'importance du soutien financier des TRE à l'économie nationale, en particulier dans un contexte marqué par des tensions sur les réserves en devises.

Revenus touristiques prometteuses à mi-saison

De son côté, le secteur touristique, malgré les défis structurels et conjoncturels, a également connu une progression non négligeable. Les recettes cumulées du tourisme ont ainsi augmenté de 8,1 % pour s'établir à 3,9 milliards de dinars selon l'Office national du tourisme (ONTT). Une dynamique encourageante, traduisant une reprise progressive de l'activité touristique après des années perturbées par la pandémie, puis par des in-

certitudes politiques et inflationnistes. Bien que notable, cette embellie ne doit cependant pas masquer certaines fragilités persistantes. Car toujours selon la BCT, les réserves nettes en devises étrangères ont chuté de 6,3 % en glissement annuel, passant de 24,6 milliards de dinars (équivalent à 112 jours d'importation) en juillet 2024, à 23 milliards de dinars actuellement, soit le seuil symbolique des 100 jours d'importation. Un repli qui atteste d'une pression continue sur les équilibres extérieurs du pays. Parallèlement à cela, la circulation fiduciaire a connu une nette accélération : la BCT signale en effet une hausse de 14,5 % des billets et pièces en circulation, passés de 22 milliards de dinars en juillet 2024 à 25,3 milliards cette année. Un phénomène qui

pourrait refléter à la fois une augmentation de la masse monétaire liée à l'inflation, et un recours accru au cash dans un climat de défiance envers le système bancaire qui pâtit lui-même de la nouvelle législation sur les chèques bancaires. Si les revenus extérieurs issus du travail des Tunisiens de l'étranger et du tourisme représentent bien une bouffée d'oxygène pour les finances publiques tunisiennes, ils ne suffisent pas à dissiper les inquiétudes autour de la soutenabilité des équilibres macroéconomiques. L'actuel gouvernement a beau se féliciter d'avoir pu honorer les dettes du pays, une relance de la croissance ne pourrait advenir qu'en maîtrisant d'abord les déficits de la balance commerciale.

R. I.

NIGERIA

La raffinerie Dangote atteint le seuil technique des 700 000 barils par jour, au-delà de sa capacité nominale

Entrée en production en début d'année 2024, la raffinerie Dangote transforme le marché pétrolier nigérian. Elle s'impose aussi désormais comme un acteur important du raffinage africain et mondial.

Le directeur des communications de Dangote Group, Anthony Chiejina, a annoncé le jeudi 4 juin que la raffinerie pétrolière du groupe à Lekki au Nigeria, a atteint une capacité de production de 700 000 barils par jour. Cette information est l'aboutissement d'une évaluation indépendante et officielle de performance, réalisée par ses licensors de procédés, les sociétés qui lui ont fourni ses technologies de raffinage.

Concrètement, ce test constitue une démonstration validée que l'usine peut techniquement traiter ce volume de brut. Il ne s'agit donc pas encore d'une production commerciale soutenue. Pour Devakumar Edwin, le vice-président pétrole et gaz de Dangote Industries, cette montée en puis-

sance « fait partie d'une stratégie ambitieuse visant à plus que doubler la capacité à 1,4 million de barils par jour d'ici 30 mois ».

Dangote ambitionne ainsi de faire de son complexe l'un des plus importants pôles mondiaux de raffinage d'ici la fin de la décennie. Cette annonce survient aussi quatre mois seulement après qu'elle a atteint sa capacité nominale officielle de 650 000 b/j en février.

Au-delà du Nigeria, une montée en puissance continentale et internationale

La raffinerie Dangote ne se contente pas de battre des records techniques. Sur le plan commercial, ses exportations ont

bondi, passant de 168 000 b/j en février 2026 à 353 000 b/j en avril, dont environ la moitié ont été acheminés vers d'autres pays africains, d'après les données d'analyse Kpler.

L'installation s'est également imposée comme le plus grand exportateur mondial de carburant d'aviation pour le mois d'avril, selon S&P Global Commodities. Elle produit environ 24 millions de litres de kérosène par jour, pour une demande locale estimée à 2,1 millions de litres. L'essentiel est notamment exporté vers l'Europe, où environ 89 000 b/j ont été expédiés en 2025.

Synthèse R.I.

HYDROCARBURES

La Guinée attribue à l'italien Eni des permis de reconnaissance pour 15 blocs en mer

Porté par les succès enregistrés au Sénégal et en Mauritanie, le bassin MSGBC attire de plus en plus de compagnies pétrolières. Une nouvelle vague d'investissements en perspective que les États de la façade atlantique ouest-africaine cherchent à capter. Le 4 juin, le géant énergétique italien Eni, a obtenu des permis de reconnaissance couvrant 15 blocs situés au large des côtes guinéennes, dans le bassin MSGBC qui regroupe la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau et la Guinée. L'accord, signé à Conakry

avec le ministère des Hydrocarbures, porte sur une superficie d'environ 49 089 km². Valable pour une durée de 1 an renouvelable, il marque la fin d'une longue période de faible activité exploratoire dans l'offshore guinéen, et confirme l'intérêt croissant des majors pour cette portion de la façade atlantique africaine.

Eni s'ouvre un vaste terrain de jeu et relance l'exploration en mer guinéenne

Avec cette opération, Eni étoffe un portefeuille africain déjà important,

qui s'étend de l'Égypte au Mozambique en passant par la République du Congo, l'Angola et la Côte d'Ivoire. Le groupe considère le continent comme l'un des piliers de sa stratégie de croissance et de diversification. Le choix de sécuriser quinze blocs d'un seul coup traduit une logique d'occupation d'un vaste espace exploratoire. Cette approche lui permet de disposer d'une large marge de manœuvre pour conduire des campagnes sismiques, analyser les structures géologiques et identifier les zones susceptibles d'abriter des accumulations d'hydrocar-

bures. À ce stade, les permis accordés sont des permis de reconnaissance. Ils portent principalement sur l'acquisition et l'interprétation de données géologiques comme géophysiques destinées à évaluer le potentiel du sous-sol marin avant toute décision de forage. L'opération survient quelques mois après des accords similaires conclus par Eni en Sierra Leone et en Guinée équatoriale. Elle confirme la volonté du groupe d'étendre sa présence dans plusieurs juridictions encore peu explorées d'Afrique de l'Ouest.

Agence

FER EN GUINÉE

Simandou accélère sa montée en puissance six mois après son entrée en scène

Mis en production en novembre 2025 après plus de vingt ans de développement, le mégaprojet Simandou cristallise les ambitions de transformation économique de la Guinée. Pour Conakry, il doit servir de levier clé pour convertir les revenus miniers en moteur de diversification et de croissance. Après plusieurs mois de démarrage progressif, les exportations de minerai de fer du mégaprojet Simandou accélèrent en Guinée. D'après des données rapportées mercredi 3 juin par Bloomberg, les expéditions depuis le port de Morebaya ont atteint 2,2 millions de tonnes en mai, contre une moyenne d'environ 600 000 tonnes enregistrée pour chacun des trois premiers mois de l'exercice en cours.

Développé par les consortiums Rio Tinto Simfer et Winning Consortium Simandou, le complexe minier est structuré autour de quatre blocs dont la capacité totale devrait atteindre 120 millions de tonnes par an à plein régime. En attendant, il poursuit sa

montée en puissance depuis sa mise en production en novembre 2025 et l'envoi des premières cargaisons en janvier 2026. Le niveau atteint en mai constitue un record pour le projet, surpassant aussi au passage celui de 1,3 million de tonnes établi en avril.

Cette accélération est attribuée à plusieurs facteurs, dont le développement progressif des infrastructures portuaires et les efforts des autorités pour renforcer la coordination opérationnelle entre les deux consortiums. « Au début de l'année, on s'attendait à un premier semestre lent et contraint, compte tenu des difficultés de transport ferroviaire [...]. Les chiffres de mai indiquent un changement de situation, probablement dû à l'amélioration du rythme de chargement à Morebaya, à mesure que les infrastructures portuaires se développent », explique Alexandre Claude, PDG de DBX Commodities, société spécialisée dans le suivi des chaînes d'approvisionnement de matières premières.

Pour la Guinée qui a attendu plus de deux décennies le lancement du projet, ces avancées constituent un signal positif vers la concrétisation des ambitions de croissance nationale. Simandou est en effet présenté comme un levier de transformation économique pour le pays ouest-africain, une partie de ses revenus devant être orientée vers les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et l'industrie. Cette stratégie s'inscrit dans le programme Simandou 2040 qui intègre plus largement d'autres filières minières, dont la bauxite. Le maintien de cette dynamique dans les prochains mois sera donc déterminant, au regard du caractère stratégique du projet pour l'économie guinéenne, mais aussi pour ses promoteurs, majoritairement chinois, qui entendent positionner Simandou comme un levier de diversification des sources d'approvisionnement de la Chine, laquelle importe environ 80 % de son minerai de fer d'Australie et du Brésil.

Agence

BÉNIN - NIGER 9 domaines d'activités susceptibles de bénéficier d'une réouverture de la frontière

La perspective d'une réouverture de la frontière entre le Bénin et le Niger, actuellement à l'étude, suscite de nombreuses attentes dans les milieux d'affaires. Depuis le blocus fin 2023 sur fond de tensions diplomatiques, les opérateurs économiques ont en effet été contraints de réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement, avec des coûts supplémentaires.

L'annonce récente de la mise en place d'un comité d'examen des modalités d'une réouverture de la frontière Bénin - Niger alimente les espoirs d'un retour progressif à la normale des flux entre les deux pays. Si cette perspective se concrétise, plusieurs secteurs pourraient bénéficier d'un regain d'activité le long de l'un des principaux axes commerciaux reliant le golfe de Guinée au Sahel.

Transport routier, transit, logistique et entreposage

Le premier effet d'une réouverture devrait se faire sentir dans le transport routier de marchandises. Une reprise du trafic entre Cotonou, Parakou, Malanville d'un côté, puis Gaya et Niamey de l'autre, entre autres, peut relancer l'activité des commerçants, des transporteurs, des propriétaires de flottes de camions, des ateliers de maintenance et des fournisseurs de pièces détachées. Avant la crise, le Niger figurait parmi les principaux marchés desservis par le port de Cotonou. Selon le rapport de la CNUCED intitulé « Facilitation du transit, du transport et des échanges en Afrique de l'Ouest » et publié en 2025, le poste de dédouanement de Niamey-Route traite en temps normal environ 500 véhicules par semaine. Lors des périodes de forte activité, ce volume peut atteindre entre 750 et 800 camions. Ces statistiques n'incluent ni les véhicules à destination d'autres villes nigériennes comme Maradi ou Tahoua, ni les camions effectuant le trajet retour à vide. Pour les entreprises de fret, la reprise des expéditions vers le Niger représenterait ainsi la réactivation d'un corridor qui figurait parmi les plus fréquentés d'Afrique de l'Ouest. La relance des flux commerciaux s'annonce également profitable aux commissionnaires agréés en douane, aux transitaires et autres prestataires spécialisés dans les formalités administratives. Chaque cargaison acheminée entre le port de Cotonou et le Niger mobilise en effet une chaîne d'acteurs intervenant dans les opérations documentaires, douanières et logistiques.

R.E.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales reculent avec le regain de tension au Moyen-Orient

Les Bourses mondiales évoluent dans le rouge lundi, plombées par une nouvelle hausse du pétrole causée par un regain de tension au Moyen-Orient, avec en plus des ventes massives dans les secteurs liés à l'IA après leur flambée des dernières semaines.

En Europe, vers 07H20 GMT, dans les premiers échanges, Paris cédait 0,86% et Francfort 1,13%. Londres cédait 0,25%, résistant grâce aux valeurs pétrolières comme BP (+1,74%) et Shell (+1,47%).

En Asie, Tokyo a perdu 3,85%, Séoul 8,29% et Taiwan 3,46%, particulièrement plombés par la chute des semi-conducteurs.

"Les événements au Moyen-Orient confirment une fois de plus à quel point la situation y est fragile et imprévisible", relève Andreas Lipkow, analyste de CMC Markets. Israël et l'Iran ont lancé lundi des attaques réciproques après un tir de missiles par Téhéran en direction du territoire israélien, menaçant la trêve en vigueur et les espoirs de Donald Trump d'arriver à un accord pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient.

Deux mois après l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu précaire dans une guerre qui dure depuis 100 jours, la région menace de s'embraser une nouvelle fois, malgré les appels du président américain à la retenue adressés à Israël.

Le pétrole grimpe, les taux aussi

Comme à chaque regain de tension dans la région, le prix du brut augmente. Vers 07H20 GMT, le baril de Brent, référence européenne, gagnait 4,95% à 97,80 dollars et celui de West Texas Intermediate, son équivalent américain, prenait 4,58% à 94,69 dollars.

Les taux d'intérêt grimpent aussi dans la foulée: le rendement de la dette allemande à dix ans, référence en Europe, atteignait 3,06%, contre 3,04% vendredi soir. Son équivalent britannique était à 4,94%, contre 4,90%.

La flambée des prix de l'énergie depuis le début du conflit a provoqué une montée de l'inflation dans la plupart des grandes économies.

En Europe, cela devrait se traduire par une hausse des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) lors de sa réunion jeudi.

Correction dans l'IA

Les marchés sont aussi bousculés par un mouvement de vente des actions dans les secteurs liés à l'IA, notamment les semi-

conducteurs, qui étaient le principal moteur du dynamisme des Bourses mondiales depuis plusieurs semaines.

Ce secteur "était mûr pour une correction significative", après sa flambée des dernières semaines, ayant permis à certaines valeurs de gagner entre 100 et 200% depuis le début de l'année, constate Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet AM. A Séoul, Samsung Electronics a perdu 10,18% et SK Hynix 7,68%. A Taiwan, TSMC 2,96%. A Tokyo, Advantest 5,72%. En Europe, Infineon cédait encore 3,03% à Francfort et STMicroelectronics 2,22% à Paris. A Wall Street, le Nasdaq des valeurs technologiques avait lui chuté vendredi de 4,18%, sa pire journée depuis avril 2025.

Le point de départ de ce mouvement a été l'absence de relèvement des prévisions de résultats pour l'année en cours du géant américain Broadcom. Ont suivi des chiffres sur l'emploi solide aux Etats-Unis, qui ont mis fin aux espoirs de baisses de taux de la Réserve fédérale américaine.

Or, les groupes technologiques font massivement appel à l'emprunt sur les marchés pour réaliser leurs investissements.

Les acteurs du marché prennent aussi leurs bénéfices afin de récupérer de la liquidité avant les très attendues introductions en Bourse du géant de l'aérospatial SpaceX, jeudi, et du concepteur du modèle d'IA Claude, Anthropic.

Agence

BOURSE DE PARIS

Paris recule avec le regain de tensions au Moyen-Orient

La Bourse de Paris évolue en baisse lundi, plombée par une nouvelle hausse du pétrole causée par des échanges de frappes entre Israël et l'Iran, mettant en danger le cessez-le-feu au Moyen-Orient. Vers 9H40 (heure HEC) le CAC 40 cédait 0,76% à 8.155,97 points, en recul de 62,32 points. Vendredi, l'indice vedette parisien avait perdu 0,32%.

"Les tensions au Moyen-Orient s'intensifient à nouveau", ce qui "complique la perspective d'un accord imminent" dans la région, s'inquiètent les analystes de la Deutsche Bank. Israël et l'Iran ont lancé lundi des attaques réciproques après le tir de missiles par Téhéran en direction du territoire israélien, menaçant la trêve en vigueur et les espoirs de Donald Trump d'arriver à un accord pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient. Deux mois après l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu précaire dans une guerre qui dure depuis 100 jours, la région menace de s'embraser une nouvelle fois, malgré les appels du président américain à la retenue adressés à Israël. Jérusalem s'est réveillé au son des explosions et des alertes,

ont constaté des journalistes AFP. L'armée a fait état de deux nouveaux barrages de missiles iraniens visant le pays, après deux premières salves la veille. Quelques heures plus tôt, la télévision d'Etat iranienne avait rapporté des explosions à Téhéran et dans les villes de Tabriz (nord-ouest) et Ispahan (centre), au moment où l'armée israélienne annonçait que son aviation avait bombardé "des cibles militaires". Comme à chaque regain de tension dans la région, le prix du brut augmente: vers 9H40, le baril de Brent, référence européenne, gagnait 4,95% à 97,70 dollars, et celui de West Texas Intermediate, son équivalent américain, prenait 4,58% à 94,69 dollars.

Les taux d'intérêt étaient orientés à la hausse: le rendement de la dette allemande à dix ans, référence en Europe, atteignait 3,06%, contre 3,04% vendredi soir. Son équivalent français atteignait 3,82%, contre 3,780% vendredi soir. Le groupe énergétique français TotalEnergies (+0,80% à 77,99 euros) profite de la nouvelle hausse des prix du brut.

R.I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Juin 2026
Valeur : 10 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.6328	133.6478
1	EUR EURO	153.9851	154.0291
1	GBP POUND STERLING	178.2008	178.2446
100	JPY JAPANESE YEN	83.4058	83.4308
1	CNY CHINESE YUAN	19.6971	19.7019
1	CHF SWISS FRANC	167.5436	167.6255
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.8010	95.8255
1	DKK DANISH KRONE	20.6033	20.6072
1	SEK SWEDISH KRONA	14.1313	14.1356
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.1406	14.1666
1	AED UAE DIRHAM	36.3805	36.3866
1	SAR SAUDI RIYAL	35.5709	35.5787
1	KWD KUWAITI DINAR	434.8610	435.0514
1	TND TUNISIAN DINAR	45.3080	45.7633
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.5133	14.5149
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8863	20.9933
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3518	3.3622
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	182.9101	182.9101

BOURSE ZURICH

Le SMI pénalisé par les craintes sur l'IA et le Moyen-Orient

La Bourse suisse continuait à céder ses gains lundi matin, sous pression du retournement de tendance dans l'intelligence artificielle, la reprise des affrontements au Moyen-Orient et la hausse des cours du pétrole. Jeudi, la Banque centrale européenne (BCE) va donner le coup d'envoi des annonces de politique monétaires, suivie quelques jours plus tard par la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque nationale suisse (BNS). Israël et l'Iran ont lancé lundi des attaques réciproques après le tir de missiles par la République islamique en direction du territoire israélien, menaçant la trêve en vigueur et les espoirs du président américain Donald Trump d'arriver à un accord pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient. Ces nouveaux affrontements fai-

saient flamber les cours du pétrole, le Brent montant de 4,46% à 97,28 dollars et le WTI de 4,37% à 94,50 dollars. Le secteur de l'IA pesait également sur les marchés. "Après plusieurs semaines de hausse, le secteur technologique a subi vendredi un revers brutal", ont commenté les analystes de LBBW.

"Les marchés à terme anticipent désormais pleinement une hausse des taux de la Fed d'ici la fin de l'année" et ce resserrement de politique monétaire "pèse non seulement sur les actions de croissance fortement valorisées, mais aussi sur les actifs sensibles aux taux d'intérêt", ont souligné les experts de la banque régionale allemande. La solidité du marché de l'emploi aux Etats-Unis met en effet à mal les attentes de baisse des taux. "Une acti-

tivité économique beaucoup trop soutenue aux Etats-Unis attise les craintes d'une inflation tenace et anéantit complètement tout espoir d'une baisse prochaine des taux d'intérêt par la Fed", a averti Frank Sohlleder, analyste d'Activtrades.

Kardex à bout de souffle

Vers 10h40 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI reculait de 0,70% à 13'294,50 points, après avoir ouvert en baisse de 0,72%. Le SLI perdait 0,81% à 2118,80 points et le SPI abandonnait 0,82% à 18'775,36 points. La vaste majorité des valeurs vedettes restait dans le rouge. Parmi les rares exceptions figuraient toujours Lindt (+0,6%), Swisscom (+0,4%) et Givaudan (+0,4%). Le géant des arômes et parfums profi-

taut d'un relèvement à l'achat, contre vendre précédemment, par Goldman Sachs, qui a également réhaussé l'objectif de cours. Les plus fortes baisses étaient désormais enregistrées par Sika (-2,1%), Richemont (-1,9%) et Sonova (-1,7%).

Partners Group (-0,7%) réduisait ses pertes. Le gestionnaire d'actifs zougais était en difficultés, après avoir limité les remboursements pour plusieurs de ses fonds. Les déclarations du patron dans la presse dominicale, promettant une communication "plus active", ne semblaient pas vraiment aider à redresser la barre. Roche (-0,5%) reculait également. Le mastodonte pharmaceutique bâlois a déboursé 700 millions de dollars pour s'associer aux recherches de son modeste homologue californien Nurix Therapeutics sur le bexo-

brutideg, voire à sa commercialisation. Sur le marché élargi, Temenos (-1,2%) a renforcé son activité dans le domaine de la gestion de fortune et les solutions intégrant l'IA avec le rachat, pour un montant non dévoilé, du zurichois additiv. Kardex (-13,5%) s'effondrait. L'équipementier d'entrepôts a lancé un avertissement sur résultats pour le premier semestre 2026, assorti d'une modération de son ambition en matière de rentabilité pour l'ensemble de l'exercice. Le groupe zurichois reconduit néanmoins sa feuille de route à plus long terme. Matador Secondary Private Equity va par ailleurs faire son entrée à la Bourse suisse à compter du 15 juin.

Agence

ETATS UNIS

Pourquoi le conflit avec l'Iran coûte-t-il déjà 750 dollars par foyer américain ?

Cent jours après le déclenchement de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, le conflit ne se mesure plus seulement en frappes, en missiles interceptés ou en tensions autour du détroit d'Ormuz. Aux États-Unis, il apparaît désormais dans les stations-service, les supermarchés, les billets d'avion et les mensualités immobilières.

Par Rédaction Internationale

Selon une analyse de Moody's Analytics, chaque foyer américain aurait dépensé en moyenne 750 dollars de plus que d'habitude depuis le début de la guerre. Les dépenses énergétiques représentent à elles seules environ 447,19 dollars de ce surcoût.

La facture pourrait encore augmenter. La reprise des frappes entre Israël et l'Iran a ravivé les tensions sur les marchés, faisant remonter le Brent au-dessus de 96 dollars le baril. Pour les consommateurs américains, cela signifie que les hausses déjà enregistrées sur l'essence, les transports et l'alimentation ne sont peut-être pas terminées.

Une facture moyenne de 750 dollars par ménage

L'estimation de Moody's Analytics donne une mesure concrète de l'impact du conflit sur la vie quotidienne.

Les ménages américains auraient collectivement supporté environ 100 milliards de dollars de dépenses supplémentaires, soit près de 750 dollars par foyer. L'essentiel de cette somme provient du renchérissement de l'énergie : essence, diesel, kérosène, chauffage et coûts de transport.

Mark Zandi, économiste en chef de Moody's Analytics, parle d'un choc économique important, qui touche particulièrement les ménages modestes et les classes moyennes.

Ces familles consacrent une part plus élevée de leurs revenus aux besoins essentiels. Elles disposent donc de moins de marge pour absorber une augmentation du prix du carburant, des courses ou du logement.

Le gallon d'essence passe de 2,98 à 4,22 dollars

Le carburant constitue la manifestation la plus visible de cette inflation de guerre. Le 28 février 2026, jour du déclenchement des frappes contre l'Iran, le gallon d'essence ordinaire coûtait en moyenne 2,98 dollars aux États-Unis. Cent jours plus tard, son prix atteignait environ 4,22 dollars, selon les données de l'American Automobile Association. Cette progression dépasse 40 % en un peu plus de trois mois.

La hausse s'explique notamment par les attaques contre les infrastructures énergétiques du Golfe, les perturbations du trafic maritime et la réduction des passages dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite près d'un cinquième des exportations mondiales de pétrole et de gaz.

Sous l'effet du carburant cher, les habitudes commencent à changer. Des Américains réduisent leurs déplacements, renoncent à certains voyages ou demandent à travailler davantage à distance. Selon une enquête citée dans le rapport, 44 % des personnes interrogées disent conduire moins en raison de la hausse de l'essence.

L'inflation remonte à 3,8 %

La hausse de l'énergie ne reste pas confinée aux pompes à essence. Elle se diffuse progressivement dans toute l'économie.

L'indice des dépenses de consommation personnelle, l'un des indicateurs privilégiés par la Réserve fédérale, a montré une hausse de 5,5 %

des prix de l'énergie lors de sa dernière publication.

L'inflation générale est ainsi passée de 3,5 % à 3,8 %, soit sa plus forte accélération depuis trois ans.

Les entreprises doivent payer davantage pour faire fonctionner leurs machines, transporter leurs marchandises et approvisionner leurs points de vente. Une partie de ces coûts finit par être répercutée sur les consommateurs. Cette nouvelle pression inflationniste complique également la tâche de la Réserve fédérale. Alors que les ménages espéraient une baisse des taux d'intérêt, la banque centrale pourrait être contrainte de maintenir une politique monétaire restrictive plus longtemps.

Les consommateurs réduisent leurs dépenses

La hausse des prix commence à peser sur la confiance des Américains. L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est tombé à 44,8 points en mai, contre 49,8 en avril et 52,2 un an auparavant. Il s'agit de l'un de ses niveaux les plus faibles des dernières années. Une autre enquête indique que près des deux tiers des consommateurs américains ont commencé à réduire leurs dépenses en raison de l'augmentation du coût de la vie.

Les ménages reportent les achats importants, privilégient les produits moins chers, limitent leurs sorties et utilisent davantage le crédit pour couvrir certaines dépenses courantes. La guerre extérieure devient ainsi un frein intérieur à la consommation, alors que celle-ci représente l'un des principaux moteurs de l'économie américaine.

TURQUIE

La présidente du Venezuela en visite surprise à Istanbul

Delcy Rodríguez, qui dirige le pays depuis que les forces américaines ont capturé l'ancien président socialiste Nicolas Maduro en janvier, est arrivée à Istanbul dimanche soir après une visite de cinq jours en Inde.

L'arrivée de l'ancienne vice-présidente de Nicolas Maduro a été annoncée par le ministre turc de l'Énergie, Alparslan Bayraktar, selon lequel la dirigeante vénézuélienne a répondu à une invitation du président Erdogan. Delcy Rodríguez et Recep Tayyip Erdogan doivent se rencontrer au palais de Dolmabahçe, sur les

américaines ont capturé l'ancien président socialiste Nicolas Maduro en janvier, est arrivée à Istanbul dimanche soir après une visite de cinq jours en Inde.

L'arrivée de l'ancienne vice-présidente de Nicolas Maduro a été annoncée par le ministre turc de l'Énergie, Alparslan Bayraktar, selon lequel la dirigeante vénézuélienne a répondu à une invitation du président Erdogan. Delcy Rodríguez et Recep Tayyip Erdogan doivent se rencontrer au palais de Dolmabahçe, sur les

rives du Bosphore, a indiqué la présidence. La Turquie entretient des relations étroites avec le Venezuela, pays riche en pétrole, et Recep Tayyip Erdogan était proche des gouvernements de l'ex-dirigeant socialiste Hugo Chavez et de son successeur Nicolas Maduro.

Ces dernières années, la Turquie a signé de nombreux accords avec le Venezuela dans les secteurs de la défense, de l'énergie, du tourisme et de l'agriculture. Le Venezuela possède les plus importantes réserves

de pétrole du monde, mais des années de corruption, de sous-investissement et de mauvaise gestion ont provoqué une chute de la production. La situation s'est empirée après l'embargo pétrolier imposé par les États-Unis en 2019, bien que Washington ait levé les sanctions après la capture de Nicolas Maduro. Delcy Rodríguez a depuis fait adopter des réformes ouvrant l'industrie pétrolière aux investissements privés

R. I.

CANADA

Ottawa veut pouvoir réautoriser des pesticides interdits

Des scientifiques de 13 universités canadiennes demandent au gouvernement libéral de renoncer à certains articles du projet de loi C-30 étudié à partir de lundi à la Chambre des communes. Cette réforme donnera le pouvoir au Conseil des ministres d'invalider des décisions de Santé Canada et de réautoriser des pesticides qui ont été interdits pour les risques posés à l'environnement.

Le gouvernement Carney, qui a multiplié les rencontres avec le lobby des pesticides au cours des derniers mois, justifie cette réforme par des impératifs de sécurité alimentaire et de sécu-

rité économique, sans définir ces concepts.

Les libéraux aimeraient faire adopter le projet de loi C-30 avant la fin de la session parlementaire, le 19 juin.

Selon les 21 universitaires signataires du mémoire (nouvelle fenêtre), le changement proposé compromettrait l'intégrité scientifique de la réglementation en matière de pesticides au Canada en faisant potentiellement abstraction de ces données probantes, même lorsque les effets nocifs sont manifestes.

Il n'existe aucun fondement scientifique ou autre motif raisonnable pour

justifier qu'une décision réglementaire soit infirmée par le Conseil des ministres après que Santé Canada a mené des examens approfondis.

Les signataires du mémoire sont chercheurs d'universités du Québec, de l'Ontario, de la Saskatchewan, du Manitoba et de la Colombie-Britannique. Parmi eux, il y a Sébastien Sauvé, de l'Université de Montréal, et Maryse Bouchard, de l'Institut national de la recherche scientifique.

Le jour du dépôt du projet de loi, le 29 avril, la ministre de la Santé a prononcé un discours dans un événement organisé par CropLife, le lobby qui dé-

fend les intérêts des compagnies de semences, de pesticides, d'engrais et de fertilisants.

Marjorie Michel s'est vantée, le lendemain, d'être la première ministre canadienne de la Santé à se rendre à un événement de CropLife.

« Nos agriculteurs sont confrontés au changement climatique, aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux infestations... En repensant ses processus d'autorisation, Santé Canada est devenue un partenaire privilégié pour les agriculteurs ». a-t-elle affirmé.

R. I.

ALLEMAGNE
Les commandes industrielles chutent plus que prévu en avril

Les commandes industrielles allemandes ont enregistré un repli plus marqué qu'escompté en avril, après une forte progression en mars, mois durant lequel les entreprises avaient anticipé leurs achats par crainte d'une flambée des prix liée au conflit en Iran.

Les prises de commandes ont diminué de 3,8% par rapport au mois précédent en données corrigées des variations saisonnières et calendaires, a annoncé lundi l'office fédéral de la statistique.

Un sondage Reuters auprès des analystes tablait sur une baisse limitée à 2%. Après révision des données provisoires, la hausse des nouvelles commandes en mars a été ramenée à 4,5% sur un mois, contre 5,0% initialement annoncé.

Hors grands contrats, les nouvelles commandes affichent également un recul de 3,8% en avril par rapport au mois précédent.

La comparaison trimestrielle, moins volatile, fait ressortir que les commandes sur la période de février à avril ont diminué de 3,1% par rapport aux trois mois précédents.

La demande étrangère a fléchi de 4,2% en avril, plombée par une chute de 11,1% des commandes en provenance de la zone euro, tandis que celles hors zone euro ont progressé de 0,8%. Les commandes intérieures se sont contractées de 2,9% sur le mois.

Au cours des prochains mois, l'incertitude entourant l'évolution de la situation au Moyen-Orient devrait continuer de peser sur la demande de biens industriels allemands, a déclaré Ralph Solveen, économiste senior chez Commerzbank, ajoutant qu'il s'attend à une contraction de l'économie allemande au deuxième trimestre.

Agence

LG, SK HYNIX, HYUNDAI...

NVIDIA annonce une série de contrats avec les plus grands géants de Corée du Sud

La firme de Jensen Huang vient de passer plusieurs contrats d'importance. Et ce, avec les plus grands noms de l'industrie sud-coréenne.

La société inévitable aujourd'hui, celle dont on ne peut pas se passer, c'est NVIDIA. L'entreprise affichant la plus grosse capitalisation mondiale a pris une importance telle qu'elle peut quasiment traiter avec des pays entiers. On a vu cette importance à la fin du mois dernier quand Jensen Huang était à Taiwan pour y inaugurer le futur nouveau siège social dans ce pays. Et on le voit encore aujourd'hui du côté de la Corée du Sud.

NVIDIA sécurise son approvisionnement en RAM avec un contrat de plusieurs années avec SK Hynix

Ce lundi 8 juin a encore montré sa prépondérance. Jensen Huang vient en effet de passer le week-end en Corée du Sud, où il a été reçu comme une rock star. Un séjour qui se termine avec l'annonce d'une série de contrats significatifs pour NVIDIA. Le groupe a ainsi signé un contrat avec SK Hynix, l'un des



trois grands producteurs mondiaux de RAM. Ce partenariat de plusieurs années a pour objectif le développement de composants mémoires de pointe destinés aux data centers spécialisés dans l'intelligence artificielle.

Des contrats importants pour se développer avec la robotique sud-coréenne

Jensen Huang avait déjà affirmé, à la fin d'une rencontre avec le patron de SK

Group, Chey Tae-won, que « SK Hynix a été le principal partenaire de Nvidia dans le domaine des mémoires. SK Hynix restera le principal partenaire de Nvidia dans ce domaine ». Ce contrat, selon Jensen Huang, affichera une durée supérieure à deux ans, avec une option pour l'étendre. Mais les contrats passés ne s'arrêtent pas à ce fournisseur de RAM.

NVIDIA a aussi signé des accords avec SK Telecom, ainsi que LG Group, autour notamment du domaine de la robotique.

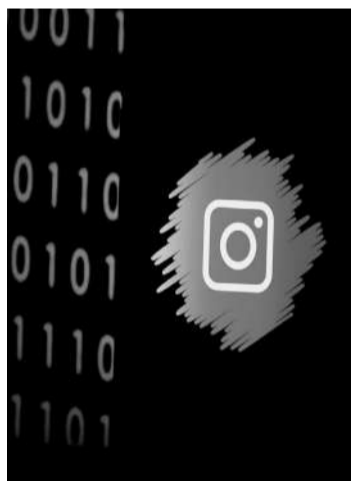
Doosan, autre expert de la robotique, et qui produit des éléments des GPU de la dernière génération Blackwell, fait aussi partie des signataires. Enfin, autre nom remarquable, NVIDIA a confirmé qu'elle approfondissait ses liens avec Hyundai dans des secteurs comme la fabrication industrielle assistée par l'IA, la mobilité autonome, et encore une fois, la robotique.

APRÈS LE PIRATAGE DE COMPTES INSTAGRAM VIA SON SUPPORT IA

Meta explique ce qui a mal tourné

Meta chiffre désormais l'incident qui a touché son outil d'assistance à la récupération de comptes Instagram. Plus de 20 000 profils ont été compromis après l'envoi de liens de réinitialisation à des adresses mail contrôlées par les attaquants. Une semaine après les premiers signalements, Meta reconnaît officiellement l'ampleur de la faille exploitée contre son support automatisé. Dans une notification de violation de données adressée au procureur général du Maine, l'entreprise confirme qu'une vulnérabilité dans High Touch Support, son outil d'aide à la récupération de comptes Instagram assisté par IA, a permis à des tiers non autorisés de modifier des mots de passe.

D'après BleepingComputer, qui suit le dossier de près, 20 225 comptes Instagram auraient potentiellement été compromis. Une faille dans le parcours de récupération, pas seulement un chatbot trop docile. Dans le détail, Meta indique avoir découvert le problème le 31 mai 2026. Le document fait toutefois remonter l'incident au 17 avril, ce qui laisse entendre que la faille a pu être exploitée pendant plusieurs semaines avant sa détection. Le fonctionnement décrit par l'entreprise confirme que l'attaque ne reposait pas sur un piratage classique de mots de passe. Elle ne se résumait pas non plus à un chatbot berné par un VPN et quelques messages bien



tournés. High Touch Support pouvait envoyer un lien de réinitialisation lorsqu'un utilisateur ou une utilisatrice n'avait plus accès à son profil, mais un bug dans un chemin de code lié à cette procédure empêchait la bonne vérification de l'adresse mail fournie. Le système pouvait donc transmettre le lien à une adresse qui n'était pas associée au compte Instagram ciblé. En clair, un attaquant pouvait renseigner une adresse mail sous son contrôle, demander la récupération d'un compte qui ne lui appartenait pas, puis recevoir le lien destiné à changer le mot de passe avant de s'emparer du profil si la double authentification n'avait pas été activée.

Meta coupe HTS et promet de revoir ses procédures

Meta indique avoir sécurisé les comptes concernés afin d'empêcher tout nouvel accès non autorisé. L'entreprise a aussi désactivé High Touch Support, invalidé les liens générés par l'outil et placé les profils potentiellement touchés derrière un contrôle de sécurité obligatoire. Les utilisateurs concernés doivent modifier leur mot de passe et se réauthentifier pour récupérer l'accès à leur profil. Meta promet de corriger la vérification des adresses mail dans le parcours de récupération Instagram, puis d'examiner les procédures similaires sur ses autres plateformes afin d'y repérer d'éventuelles failles du même type.

L'iPhone Ultra d'Apple pourrait déjà faire trembler les Galaxy Z Fold 8 et Z Flip 8

Samsung doit-elle redouter l'arrivée d'Apple sur le marché des pliants ? S'il est encore trop tôt pour y répondre, le géant coréen revoit à la baisse ses prévisions de ventes pour les Galaxy Z Fold 8 et Z Flip 8. Coïncidence ? À désormais quelques heures de la keynote WWDC d'Apple, les rumeurs se multiplient autour des potentielles annonces. Alors qu'iOS 27 et le nouveau Siri boosté à l'IA seront les stars de l'événement, l'iPhone Ultra, dont l'officialisation n'est pourtant pas prévue avant le mois de septembre, ne manque pas une occasion de faire parler de lui. Après les récentes fuites en images, on apprend à présent que le premier pliant d'Apple pourrait bien inquiéter le leader de ce segment : Samsung.

Apple arrive sur le marché des pliants, et Samsung se prépare (au pire)

C'était presque une évidence : Samsung ne pouvait pas indéfiniment continuer à commercialiser ses smartphones pliants sans un jour devoir se confronter à son principal concurrent. En effet, voilà maintenant plusieurs années que le géant de Cupertino prépare plus ou moins discrètement le lancement de son premier iPhone à écran pliable. Baptisé pour l'heure iPhone Ultra, ce dernier serait prévu pour être commercialisé à la rentrée prochaine, aux côtés des iPhone 18 Pro et Pro Max. Un lancement qui pourrait bien être redouté par le Sud-coréen, d'autant que ce dernier anticiperait d'ores et déjà une baisse de ses ventes cette année.



Génération après génération, Samsung commercialise deux variantes de téléphones pliants, à savoir les Galaxy Z Fold et Z Flip. Une tradition

que le géant n'entend pas bouleverser, mais qui pourrait malgré tout subir quelques turbulences. Selon un site coréen, la marque prévoit de li-

vrer entre 5 et 6 millions d'unités de Z Flip 8, Z Fold 8 et Z Fold 8 Ultra. Les chiffres seraient alors répartis de la sorte :

- Galaxy Z Flip 8 : 0,5 à 1 million d'unités
- Galaxy Z Fold 8 : 1,5 à 2 millions d'unités
- Galaxy Z Fold 8 Ultra : 2 à 2,5 millions d'unités

Pourquoi Samsung revoit ses prévisions à la baisse avec ses Z Fold 8 et Z Flip 8

Il y a encore quelques mois, Samsung s'était fixé pour objectif de livrer 6,5 millions d'unités avant la fin de l'année. On comptait alors parmi eux 3 millions de Galaxy Z Flip 8, 3 millions de Z Fold 8 et 500 000 exemplaires pour le format Wide. Si la raison officielle derrière cette baisse des prévisions est directement liée à la hausse des

coûts des composants, et plus particulièrement des semi-conducteurs, l'arrivée d'Apple sur ce marché avec son iPhone Ultra pourrait également peser sur la balance. Les ventes des Galaxy Z Flip 7 l'année dernière n'ont qui plus est pas été à la hauteur des attentes de Samsung, là où le Z Fold 7 s'est mieux vendu que prévu. Cela pourrait d'ailleurs en partie expliquer pourquoi Samsung semble davantage miser sur son Galaxy Z Fold 8, et pourquoi le Galaxy Z Flip 8 s'annonce quant à lui maigre en nouveautés. Il faudra de toute évidence patienter encore quelques semaines avant d'affirmer quoi que ce soit, Samsung ayant programmé sa conférence Unpacked pour le 22 juillet prochain. Vous serez de la partie ?

781 KM SUR UNE SEULE CHARGE

Le nouveau roi de l'autonomie électrique n'est pas celui qu'on croyait

La NAF et le magazine Motor ont testé 24 véhicules électriques au départ d'Oslo, batterie pleine, jusqu'à extinction totale. Au classement El Prix 2026, la BMW iX3 50 xDrive a parcouru 781 km sur une seule charge, soit 11 km au-delà de son autonomie WLTP officielle de 770 km.



Deux fois par an, la Fédération automobile norvégienne (NAF) et Motor, le principal magazine automobile du pays, organisent l'El Prix, la plus grande évaluation d'autonomie en conditions réelles au monde. Les participants quittent Oslo avec une batterie pleine et roulent jusqu'à extinction complète. Les pilotes n'utilisent que le freinage régénératif et le régulateur adaptatif en dehors des boucles urbaines. Les températures oscillaient entre 12 et 18 °C sur routes sèches. La BMW iX3 50 xDrive a signé 781 km, contre 770 km annoncés par BMW selon le cycle WLTP, le protocole européen de mesure de l'autonomie en laboratoire, soit +1,4 %. Sur route à 130 km/h, l'iX3 50 xDrive consomme autour de 24 kWh/100 km. Sur l'ensemble du parcours, il finit

pourtant au-delà de sa valeur WLTP. BMW a intégré dans cette version une batterie NMC de 108,7 kWh net et une architecture 800 V.

BMW dépasse son propre WLTP avec la Neue Klasse

Les cellules cylindriques affichent une densité énergétique supérieure de 20 % à celles de la génération précédente. En dix minutes sur une borne compatible, BMW annonce 372 km récupérés selon le cycle WLTP. La recharge de 10 à 80 % nécessite 21 minutes. Depuis l'ouverture des ventes en Europe, Oliver Zipse, PDG de BMW, a annoncé plus de 50 000 commandes en six mois. Beaucoup d'acheteurs ont choisi ce modèle sur la foi des 770 km WLTP annoncés. Le résultat norvégien ne fait que les

conforter dans ce choix et pourrait inciter d'autres clients à céder à l'appel de la sirène.

L'iX3 en tête du test 2026, 51 km derrière le record de la Lucid Air

En deuxième position, le SUV Lucid Gravity a parcouru 720 km. La Mercedes-Benz CLA 350 4Matic arrive troisième avec 675 km, devant la Mercedes GLC 400 4Matic à 665 km, le XPeng X9 à 646 km et la Polestar 3 à 601 km. Sur les 24 participants, le XPeng X9 signe le meilleur dépassement proportionnel avec +11,4 % au-delà de son WLTP, pour 646 km parcourus. L'été dernier, la Lucid Air Grand Touring avait parcouru 832 km lors du test NAF estival, soit 51 km de plus que l'iX3 cette année. Cette année, Lucid a engagé le Gravity à

la place de l'Air, et son SUV a terminé 61 km derrière l'iX3. La Lucid Air Grand Touring revendique jusqu'à 960 km WLTP et coûte au-delà de 100 000 euros.

L'iX3 50 xDrive est accessible à partir de 71 950 euros en France. L'iX3 40, en propulsion arrière avec une batterie de 82,6 kWh, le sera cet été à partir de 64 550 euros, avec 635 km WLTP annoncés. La NAF ne pourra l'évaluer qu'au test hivernal.

En 2021, l'ancienne génération iX3 avait dépassé son WLTP de 23,5 % dans ce même test, avec 556 km. La nouvelle génération ne reproduit pas cet écart proportionnel. Mais elle fait d'énormes progrès en seuil de distance et en conditions réelles. Et ça, c'est bien nouveau en revanche.

TROP LARGES, TROP LOURDES

la Chine bride le poids des voitures électriques pour sauver les parkings

La Chine impose la première norme mondiale d'efficacité pour les voitures électriques, quitte à bloquer celles qui ne sont pas conformes. La France, elle, a renoncé à les taxer sur leur poids sous la pression des constructeurs. Le poids moyen d'une voiture particulière en Chine avait atteint 1 704 kilogrammes en 2024, soit environ un tiers de plus qu'en 2012, selon les données de la télévision d'État CCTV. Un SUV mesuré par la même chaîne affichait 2,3 mètres de large, pour des places de parking conçues sur une norme de 2,4 mètres (ce qui laisse dix centimètres de dégagement, à peine de quoi entrouvrir une portière).

Pékin a répondu à cette dérive en activant le 1er janvier 2026 la première norme mondiale d'efficacité énergétique obligatoire pour les véhicules électriques, fixant un plafond de consommation de 15,1 kWh aux 100 kilomètres pour les modèles de deux tonnes. Les constructeurs qui ne s'y conforment pas voient leur véhicule bloqué à la production, à la vente et à l'immatriculation.

Des voitures trop larges pour les parkings : la Chine légifère en premier

Jusqu'ici, le modèle dominant dans l'industrie automobile était celui de la



batterie toujours plus grande : puisqu'elle améliore l'autonomie, les constructeurs l'ont embarquée sans retenue, au détriment du poids, des dimensions et de la consommation globale. La norme chinoise renverse cette priorité en faisant de l'efficacité (et non de la capacité brute de la batterie) le critère déterminant pour accéder au marché. L'impact attendu : un gain d'autonomie moyen d'environ 7 % pour les véhicules conformes, obtenu non pas en ajoutant des kilowattheures mais en travaillant l'aérodynamique, les matériaux et la gestion thermique. La Chine a produit 16 millions de vé-

hicules électriques en 2025 selon l'Agence internationale de l'énergie, et ses exportations progressent rapidement vers de nouveaux marchés, dont l'Europe. C'est dans ce contexte que le poids des voitures est devenu un enjeu systémique : une électrique vendue aujourd'hui sur le marché chinois peut dépasser 2,5 tonnes, des gabarits qui correspondent à une époque où l'autonomie affichée était le seul argument commercial qui comptait vraiment. La norme d'efficacité oblige les constructeurs à sortir de cette logique, avec des exigences graduées selon le poids du véhicule et des

seuils resserrés d'environ 11 % par rapport aux recommandations précédentes.

Le malus au poids : une arme rangée au placard sous la pression des constructeurs

En France, la taxe sur la masse en ordre de marche (communément appelée malus au poids) existe depuis 2022. Elle frappe les véhicules particuliers dépassant un certain gabarit à l'achat, avec un seuil progressivement abaissé : depuis le 1er janvier 2026, les véhicules thermiques et hybrides dépassant 1 500 kilogrammes y sont soumis (contre 1 600 kg auparavant). Les voitures électriques, elles, en avaient toujours été dispensées, au motif que leurs batteries les pénalisent structurellement sur le plan du poids. Le projet de loi de finances 2026 prévoyait d'étendre ce dispositif aux VE les plus lourds à partir du 1er juillet 2026, avec un abattement de 600 kilogrammes pour tenir compte des batteries. Selon un amendement déposé à l'Assemblée nationale, le seuil d'éco-score retenu n'aurait exonéré que 35 % des véhicules électriques commercialisés en France, les 65 % restants y étant soumis. La filière automobile française (PFA, CCFA, Renault, Stellantis notamment) a fortement poussé contre ce

dispositif, et un amendement de suppression a finalement été adopté en commission fin janvier 2026. Le budget a été définitivement adopté le 2 février sans ce malus poids sur les électriques, avec l'exonération totale maintenue jusqu'en 2028, quel que soit le gabarit ou le pays de fabrication du véhicule.

L'exécutif, qui souhaitait orienter les achats vers des véhicules à plus faible empreinte carbone et pénaliser indirectement les modèles chinois peu écoscorés, s'est retrouvé désavoué par le Parlement.

À l'échelle européenne, il n'existe par ailleurs pas l'équivalent d'une norme d'efficacité obligatoire par modèle pour les VE : les politiques climatiques de l'UE s'appuient sur des objectifs d'émissions de CO2 par flotte de constructeur, pas sur des plafonds de consommation à l'immatriculation.

Pour l'instant, les constructeurs chinois s'adaptent à une norme d'efficacité que l'Europe n'a pas encore jugé bon de reprendre. Leurs modèles les mieux classés sur la consommation, rationalisés par obligation réglementaire à Pékin, arriveront sur le marché français sans le moindre malus sur leur masse. La sobriété par décret a ses avantages, y compris pour les marchés qui ont décidé de ne pas décréter.

Mots fléchés

Un corps de l'armée de terre (trois mots) Passereau	Stérilisas Bois de grume	Prénom féminin German-drées	Toussé Pour unir	Se pose sur un astre	Femmes malveil-lantes	Siffle Dépouillés					
				Mammifères marins Poète hymnique							
Jeune boy-scout Inédites					Transformation Monde du rugby						
				Réputations Allure							Outragé
Tintement sinistres Parties tendres			Chicorée sauvage Quand il y en a, il n'y a pas de plaisir							Carapace	
		Oiseau migrateur Bourricots			Mer d'Asie centrale Abandon-nons						
Organe sensoriel chez certains insectes	Ligne tracée sur une surface	Fais circuler l'air Éraillé			Il a reçu la tonsure Fidèles						
				Tremble-ment de terre Fonctionnai							
Commune de la Mayenne Monstres sacrés			Début de la période de rut chez les cerfs Il élève des volatiles					Ville d'origine de Abraham Paralysions			
			Plantigrade Désavoué					Assentimen Réalisateur des Star Wars (George)			
Ville brési-lienne Surcharge d'encre			Gratinée Petit plat								Ville du Maroc
					Plante potagère Faible					Se torde	
Vieux	Dirigeant portugais (Antonio Ramalho)					Résultat Il a un charme certain pour certaines					
		Joueur de tennis argentin Soirée entre voisins						Ingrédient aromatique			
Donnée l'existence à	Période ultime Elle est jolie										Embourbé
				Agence spatiale			Grande école	Qui ne se laisse pas plier	Véhicules	Deux romain	
Chef d'un territoire arabe Petit ordinateur				Voisin d'un cours d'eau Roche sédimentaire							
	Pronom personnel Trou pour solive		Monnaie d'or		Plante herbacée						
							Prenne Petite classe				Lettres pieuses
Elle est montée en pâtis-serie Magicienne					Scandium			Talents			
		Érode				Comprime					

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 97,6 dollars

Le pétrole était en hausse lundi, impacté par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et dans le Golfe. En début de matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, montait de 4,90% à 97,65 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, prenait 4,88% à 94,96 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 9 juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MONNAIE

Le dollar en hausse face à l'euro

Le dollar continue de progresser un peu lundi après un bond vendredi, encore porté par le solide rapport sur l'emploi américain et soutenu par la nette hausse des cours du pétrole. Dans la matinée, le billet vert prenait 0,09% à la monnaie unique européenne à 1,1512 pour un euro, et le Dollar Index qui compare la monnaie américaine à un panier d'autres grandes devises, grappillait 0,07% à 100,138. Selon le rapport officiel sur l'état du marché du travail, 172.000 créations nettes d'emplois ont été enregistrées en mai aux Etats-Unis, le double de ce qu'attendaient les analystes. C'est pourquoi le marché mise de plus en plus sur des hausses de taux pour lutter contre l'inflation, ce qui profite au dollar.

APS

PRODUITS AGRICOLES MAROCAINS TOXIQUES

Les alertes données en Europe mettent à nu l'image trompeuse défendue par le Makhzen

Les alertes successives émises par des organismes relevant de l'Union européenne (UE) concernant la toxicité des produits importés du Maroc représentent un coup dur pour le Makhzen et à l'image de "partenaire commercial incontournable" qu'il souhaite vendre à ses partenaires en faisant fi du respect de la santé publique et de l'environnement.

Enchaînant les esclandres dans différents domaines, le Makhzen est à présent embourbé dans un nouveau scandale sans égal, après la découverte par les services de contrôle européens de résidus de pesticides et autres produits toxiques, cancérigènes et nocifs pour l'environnement dans des produits agricoles importés du Maroc. Le Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) de la Commission européenne a émis ces dernières années plusieurs alertes liées aux produits agricoles marocains jugés dangereux pour la santé publique et pour l'environnement, portant un coup dur à la propagande marocaine. Une propagande qui s'est heurtée à la réalité du terrain. Entre les années 2025 et 2026, les alertes émises à l'encontre des produits marocains se sont multipliées accentuant la pression sur les produits marocains, notamment la tomate et le piment. Au moins 20 alertes ont été recensées concernant ces

deux produits qui contiennent un fort taux de métaux et de résidus de pesticides classés dans la catégorie "danger grave", selon les normes européennes.

Face à ce péril, de nombreux pays européens ont adopté des mesures strictes, notamment au niveau des services des douanes et de contrôle sanitaire pour filtrer de manière plus efficace les produits provenant du Maroc et en ayant recours, de manière systématique, aux analyses lorsqu'il s'agit de produits provenant du Maroc.

La multiplication des dépassements commis par ce pays l'a mis dans une posture difficile aux yeux de l'UE qui considère que la qualité d'un produit ne se mesure pas seulement par son prix ou sa disponibilité, mais surtout par le respect aux normes sanitaires en vigueur. Une méfiance européenne de plus en plus palpable à l'égard des produits marocains. Le mépris affiché par le Makhzen à l'égard des normes européennes relatives à la santé et à l'environnement a suscité la méfiance des pays du Vieux continent. Des acteurs économiques de l'UE ont, de leur côté, imposé une pression sur les autorités de leurs pays respectifs afin qu'ils prennent des mesures face à l'attitude du Maroc qui continue à exporter ses produits nocifs pour la santé.

En Espagne, pays en première ligne face aux flux

des produits toxiques provenant du Maroc, des organisations agricoles ont appelé à mettre fin aux pratiques de ce pays qui impose une concurrence déloyale tout en mettant sur les marchés européens des produits dangereux. Elles pointent également le fait que le Maroc commercialise des produits agricoles provenant du Sahara occidental en les présentant comme étant des produits marocains, ce qui est contraire au droit international et aux décisions de la Cour de justice européenne. Dans ce même contexte, l'Association espagnole des jeunes agriculteurs (ASAJA) a porté plainte auprès de la Commission européenne face au danger que représente la tomate marocaine. De manière générale, les professionnels européens ont exigé davantage de rigueur en matière de contrôle dans le pays exportateur et au niveau des points de contrôle aux frontières.

Des médias européens, mais aussi des associations de protection des consommateurs, ont réagi, à leur tour, face à l'introduction, en Europe, de ces produits dangereux mettant à nu l'image trompeuse brandie par le Maroc, qui souhaite se présenter comme un pays proposant des produits de "qualité, concurrentiels et respectant les normes de sécurité alimentaires". Des affirmations largement démenties par la réalité du terrain.

APS

SIPRI

Le monde est confronté à un risque nucléaire accru

Les États dotés d'armes nucléaires sortent de plus en plus ces armes des stocks pour les installer sur des supports de lancement, faisant peser un risque accru sur la stabilité mondiale, avertissent lundi les chercheurs de l'institut de référence Sipri.

Selon l'Institut international de re-

cherche sur la paix de Stockholm (Sipri), les puissances nucléaires mondiales disposent d'un total estimé à 12.187 ogives, dont environ 9.745 se trouvent dans des stocks en vue d'une utilisation potentielle.

Il s'agit d'une légère baisse par rapport à l'année précédente, car depuis la fin de la guerre froide,

les anciennes ogives ont généralement été démantelées plus rapidement que les nouvelles n'ont été déployées, ce qui a entraîné une diminution du nombre total d'ogives.

"La nouvelle la plus inquiétante est que, même si le nombre d'armes nucléaires a diminué, le niveau des dangers et des

risques nucléaires augmente", a déclaré à des médias, Karim Haggag, directeur du Sipri. La tendance à la baisse des stocks d'armes nucléaires devrait s'inverser dans les années à venir "car le rythme du démantèlement ralentit, tandis que le déploiement de nouvelles armes nucléaires s'accélère", estime

l'institut dans un communiqué. La fragilisation des systèmes de contrôle des armes stratégiques, notamment des accords internationaux, et la rivalité entre les grandes puissances dotées d'armes nucléaires sont autant de signes supplémentaires d'inquiétude, selon M. Haggag.

APS

CENTRE D'ÉTUDES AMÉRICAIN

L'Algérie, puissance régionale émergente ouverte aux investissements

S'affirmant de plus en plus comme une puissance régionale, l'Algérie s'ouvre activement aux investissements pour s'imposer comme un carrefour stratégique incontournable reliant la Méditerranée, le Sahel et l'Afrique du Nord, selon une étude publiée par le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) basé à Washington. Cette étude "présente les impressions issues d'une visite en Algérie, effectuée en mai 2026, au cours de laquelle j'ai rencontré des responsables gouvernementaux, des acteurs du monde de l'industrie et de centres de recherche", a indiqué l'auteur de l'étude, Romina Bandura, chercheuse principale pour le Projet sur la prospérité et le développement au CSIS, qui souligne que "le pays recèle d'importantes ressources naturelles, bénéficie d'un climat clément et dispose d'une ressource humaine qualifiée". S'appuyant sur la dynamique de ré-

formes, "l'Algérie a déployé des efforts concertés pour faciliter et améliorer le cadre des affaires. L'Agence algérienne de promotion des investissements, créée en 2022, s'est activement employée à mettre en œuvre la vision du pays visant à diversifier son économie et à renforcer sa compétitivité. Parmi les réformes majeures, on peut citer l'assouplissement de la législation pour les investisseurs étrangers dans certains secteurs, la mise en place d'un guichet unique numérique pour simplifier les procédures d'investissement, et l'instauration d'incitations fiscales pour les entreprises désireuses d'investir en Algérie", a-t-elle ajouté. En ce qui concerne les atouts sur lesquels le pays peut s'appuyer, l'experte a évoqué "une nouvelle génération connectée au monde", soulignant que "la population jeune algérienne est plus connectée à l'échelle mondiale", notant que la jeunesse algérienne est

très ouverte aux langues étrangères, notamment l'anglais, et que "depuis 2023, l'anglais est enseigné au primaire, et les universités publiques adoptent l'anglais comme langue d'enseignement". Evoquant les secteurs clés offrant des opportunités de croissance, l'auteur de l'étude a mentionné "de nombreux secteurs, au-delà des hydrocarbures, tels que l'énergie solaire, l'industrie pharmaceutique, l'agriculture et l'exploitation minière, qui sont mûrs pour le développement et pourraient attirer d'importants investissements directs étrangers (IDE)", mettant en avant le potentiel du secteur du tourisme et de l'hôtellerie, "le pays abritant des sites archéologiques et des destinations touristiques exceptionnels, tels qu'un littoral aux plages immaculées, qui attireraient une clientèle internationale avertie." S'agissant des relations entre l'Algérie et les USA, "au-delà de la coo-

pération en matière de lutte contre le terrorisme et de sécurité des frontières, un dialogue continu est engagé sur les questions régionales et internationales", a-t-elle rappelé. Parallèlement au renforcement de la coopération sécuritaire algéro-américaine et au rôle de l'Algérie en tant que partenaire de premier plan dans la lutte antiterroriste, "les deux pays ont récemment commencé à tisser des liens plus solides dans les domaines du commerce et de l'investissement." La rédactrice de l'étude a, par ailleurs, précisé que "plus de 100 entreprises américaines sont aujourd'hui présentes en Algérie, principalement dans le secteur des hydrocarbures". Des entreprises de services pétroliers, opèrent également dans le pays en partenariat avec Sonatrach pour des services de forage, d'essais et d'imagerie sismique", a-t-elle ajouté.

APS